

MENSUEL N°142 MARS 1986
5Ff, 30Fb, 2Fs, 1\$can.

Restaurants du cœur.....	p.2
Les trotskystes dans la campagne électorale...	p.3
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :	
Combattre l'isolement.....	p.4
Luttes en Grande-Bretagne.....	p.4
Comités de chômeurs.....	p.5
CONFLITS IMPERIALISTES ET PROPAGANDE :	
La France dans l'offensive occidentale.....	p.6
A qui profite le terrorisme?.....	p.6
Haiti, Philippines	p.6
COURRIER DES LECTEURS.....	p.7

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

CONTRE LE PIEGE DES ELECTIONS...

■ Encore une fois, les ouvriers sont appelés à "choisir", à élire leurs exploiters.

Ce "choix" n'en est pas un. LE TERRAIN ELECTORAL N'EST PAS CELUI DES PROLETAIRES.

Plus d'illusions ! Depuis plus de 70 ans, la classe ouvrière n'a plus rien à en attendre ; elle ne peut se défendre sur ce terrain ; au contraire, elle ne peut que s'y laisser atomiser, fourvoyer, mystifier, défaire.

Quel que soit le résultat des urnes, C'EST TOUJOURS LA BOURGEOISIE QUI GAGNE LES ELECTIONS.

Tous les partis, qu'ils se présentent de "gauche" ou de "droite" ont ceci en commun de dire : "Avec nous, demain, ça ira mieux".

La réalité, c'est qu'avec n'importe lequel et chacun d'eux, l'avenir sera pire qu'aujourd'hui pour les prolétaires.

LE TERRAIN ELECTORAL EST CELUI DE LA BOURGEOISIE

Tous sont des menteurs et des charlatans ! L'économie capitaliste mondiale fondée sur l'exploitation ouvrière, la recherche du profit, la concurrence toujours plus âpre, effrénée entre entreprises, entre nations, s'enfoncé

dans le tourbillon d'une crise toujours plus grave, insurmontable.

Tout parti engagé sur la voie de l'électoratisme a choisi son camp irrévocablement : il n'a d'autre but que de gérer et de protéger l'économie nationale en crise et il ne peut faire autrement que la défendre farouchement, corps et âme, en ATTAQUANT toujours plus la classe ouvrière, en la pressurant toujours davantage, quoi qu'il prétende.

Les Chirac, Barre, Giscard, quel que soit le niveau de dissensions de leurs factions et de la rivalité personnelle pour le pouvoir qui les anime, représentent une défense claire, ouverte, des intérêts capitalistes : ils ne masquent pas que "leur programme", leurs projets "de rationalisation", "d'assainissement" de l'économie, signifie, passe directement par toujours davantage de licenciements et d'austérité pour la classe ouvrière. Mais il n'y a pas de "bout de tunnel" où ils conduisent.

Le PS, ce n'est ni "mieux", ni "moins pire". Il revendique aujourd'hui "une politique de gauche", des "acquis sociaux" mais le "bilan positif" dont il se targue (retraite à 60 ans, 5ème semaine de congés payés, les 39 heures, l'augmentation du SMIC) est on ne peut moins crédible.

Qu'a-t-il signifié pour les ouvriers ? A l'éviden-

ce sa politique "de rigueur" au pouvoir s'est traduite pour toute la classe ouvrière par l'attaque la plus forte du pouvoir d'achat depuis la fin de la seconde guerre mondiale : notamment le doublement en 5 ans du nombre de chômeurs -pratiquement plus une famille ouvrière qui n'ait au moins un chômeur à nourrir- dont plus du tiers se sont trouvés privés de toute ressource. Plus aucun secteur de l'économie, plus aucune région ne sont épargnés par les licenciements massifs. Son "bilan", c'est celui-ci. Il a fortement réduit tous les budgets sociaux (1). A travers des campagnes périodiques sur "l'insécurité" et sur le "terrorisme", il a renforcé et modernisé l'appareil répressif. Tout en parlant d'anti-racisme, il a développé le contrôle de l'immigration et les mesures d'expulsion des "travailleurs clandestins". Il a envoyé ses CRS pour évacuer maintes usines en grève, de Montpellier à la région parisienne aussi bien que contre les manifestations du mécontentement ouvrier dans la rue, de Dunkerque à Nantes en passant par la Lorraine.

Non, plus aucune illusion n'est possible ! Si le PS était en situation de gagner ces élections, il intensifierait autant que la droite les mesures anti-ouvrières. Ces derniers mois, ne vient-il pas de préparer, de mitonner une "loi sur la flexibilité de l'emploi" qui débouche sur la légitimation, le feu vert donné à tous les mauvais coups de toutes sortes contre la classe ouvrière décidés par chaque entreprise, chaque patron, où ils voudront, quand ils voudront, pour ce qu'ils voudront (2).

Mais l'enjeu réel pour le PS est tout autre. Son but n'est pas de garder le pouvoir. Au contraire, ces élections sont un moment qui doit permettre à la bourgeoisie française de poursuivre la réorganisation de ses forces face à la montée de la pression ouvrière dans le sens d'un partage des tâches qui existe déjà dans la plupart des pays centraux du capitalisme.

(suite p.2)

APRES 5 ANS D'AFFRONTLEMENT AVEC LA GAUCHE AU POUVOIR

... OUVRIERS, DEVELOPPEZ VOS LUTTES!

Les ouvriers en France viennent de vivre une expérience importante, unique en son genre dans toute l'Europe (1). Ils viennent de voir travailler ensemble 3 ans durant, ceux-là mêmes qui se prétendaient leurs défenseurs, leurs amis, qui se disaient contre les patrons, l'exploitation, les licenciements, la vie chère. Ils viennent de voir le PS, le PC, les syndicats participer activement comme des patrons à l'exploitation, aux licenciements, à l'austérité. Et c'était d'eux que depuis longtemps la classe ouvrière croyait pouvoir attendre autre chose, en eux qu'elle avait espoir qu'ils tiendraient leurs promesses. Puis, pendant encore deux autres années, elle a vu le PS continuer ses attaques, et le PC et la CGT se laver hypocritement les mains de leurs pratiques en accusant le PS.

Cette expérience va bientôt prendre fin. Le PS va, au moins majoritairement, regagner l'opposition, une grande partie de la gauche va donc bientôt se retrouver dans l'opposition, tandis que la droite va continuer les attaques économiques au gouvernement. Mais avant que la page ne soit tournée, les ouvriers doivent tirer les leçons de cette expérience, comprendre à quels obstacles ils se sont heurtés pour mieux s'armer.

Si on en croit les discours de la bourgeoisie, la classe ouvrière n'a rien fait, ou si peu. Si on prend les chiffres du nombre de journées de grèves, ils seraient les plus bas enregistrés depuis l'après guerre. Jamais un calme social n'a été si grand depuis des années aux dires de la bourgeoisie.

Mais les discours bourgeois ne sont en fait qu'une demi-vérité. Le prolétariat en France a pris sa place aux côtés de ses frères de classe en Europe, qui ont repris le chemin des luttes depuis l'automne 83. Les exemples les plus significatifs furent la lutte des ouvriers de Talbot, des PTT en 83, celles des sidé-

rurgistes, des ouvriers des chantiers navals en 84, ou encore celles des ouvriers des chantiers navals à Dunkerque, à Nantes, à la Ciotat, et surtout les grèves de la SNCF, et de la RATP en 85, mais aussi les luttes des chômeurs avec la formation de comités de chômeurs à Toulouse, à Saint-Etienne notamment.

Comme dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, la colère le mécontentement, la combativité se sont aussi exprimés en France. Cependant la riposte ouvrière ne s'est pas développée au niveau requis par les attaques que le prolétariat a subies en France. Cette difficulté de la classe ouvrière doit être comprise par le fait que la bourgeoisie française s'est portée à l'avant-garde de toute une stratégie politique développée en Europe, et qui tient compte résolument de la menace prolétarienne, du besoin impératif pour la bourgeoisie, de travailler à éviter tout mouvement de riposte ouvrière d'envergure (cf. article p.4).

Cette position d'avant-garde de la bourgeoisie française est liée au fait que celle-ci s'est retrouvée, à l'issue de l'accident de mai 81 (1), dans une situation immédiatement plus dangereuse que ses consœurs européennes :

- elle s'est trouvée rapidement contrainte dès 82, avec le soutien des syndicats, de prendre des mesures massives contre les ouvriers, dévoilant de plus en plus sa vraie nature capitaliste et donc perdant de sa crédibilité aux yeux des ouvriers ;
- et sa présence au gouvernement l'a empêchée de remplir sa fonction d'encadrement de la classe ouvrière sur les lieux mêmes du danger, les usines et la rue.

C'est donc dans une situation de faiblesse qu'elle s'est retrouvée, et elle ne peut se permettre d'attaquer la classe ouvrière de manière aussi ouverte, frontale, que les autres bourgeoisies en Europe. Par exemple, en Angleterre, le gouvernement Thatcher a licencié 100 000 mineurs du jour au lendemain en 84 ; ou bien en Espagne, le gouvernement Gonzalez en 84-85

a licencié massivement et simultanément dans plusieurs secteurs à la fois et en même temps, a promu la "réforme" de la Sécurité Sociale, supprimant les retraites, les allocations familiales, les allocations logement, et ne laissant aux chômeurs que ce qu'il appelle "la pension de la faim". A toutes ces attaques, le prolétariat de ces pays a riposté de façon tout aussi massive et simultanée.

En France, le gouvernement de gauche ne pouvait se permettre une telle chose, dans la mesure où il n'y avait pas, comme dans les autres pays, de gauche dans l'opposition pour contenir ce type de riposte.

82-83 : ATTAQUE PLANIFIEE ET MORCELEE

Quand la gauche est passée à l'attaque, elle l'a fait mesure après mesure. Un jour elle annonçait les licenciements dans un secteur, et dans le même secteur usine par usine, ensuite seulement, elle passait à l'attaque d'un autre secteur. Les licenciements ont donc eu lieu usine par usine, par paquets, peu à peu mais sûrement. C'est toute une planification concertée qui s'est faite avant chaque annonce de licenciements, toute une préparation de longue date. Talbot en a été le premier test significatif. Des mois à l'avance, la gauche avait annoncé "la charrette de 7000 licenciements" et parallèlement avait lancé une campagne raciste "anti-raciste" pour que les futurs licenciés soient des "immigrés", des "étrangers" pour les isoler du reste de la classe ouvrière. Le chiffre annoncé avait été gonflé artificiellement pour faire baisser la pression dès qu'elle commencerait à monter, afin de démobiler la majorité des ouvriers.

(suite p.3)

CONTRE LE PIEGE DES ELECTIONS

(suite de la p.1)

Il s'agit, à la suite du PC il y a 18 mois, de permettre à une large partie du PS de regagner l'opposition afin de couvrir plus largement le terrain social. Ces élections sont pour lui un tremplin où il entend récupérer un minimum sa fonction première d'encadrement des ouvriers pour paralyser les luttes ouvrières (3).

Quand le PS se flatte d'avoir œuvré au gouvernement, somme toute, dans l'intérêt des ouvriers, c'est dans l'optique des tâches qu'il s'est données après mars, dans l'opposition : tenter de regagner un peu de tout le crédit qu'il a perdu au gouvernement, dans la classe ouvrière.

Mais il n'y a rien de mieux à attendre du PC qui, pendant 3 ans a pleinement participé aux côtés du PS à toutes les mesures anti-ouvrières, qui a voté, soutenu, participé à l'élaboration et fait appliquer les plans d'austérité Mauroy en 82, Delors en 83, les licenciements dans l'automobile (Talbot et Citroën), dans les mines, les chantiers navals, la sidérurgie; la suppression des postes dans la fonction publique, l'établissement du forfait hospitalier, la baisse des indemnités pour les chômeurs; le 1 % d'augmentation des cotisations à la Sécurité Sociale (4). En même temps, il dénonçait et réprimait en

83, sous l'égide d'un de ses leaders, le ministre des transports Fiterman, les luttes spontanées à la gare St Lazare, de la SNCF. Il n'hésitait pas d'ailleurs à se ranger ouvertement aux côtés des chars et des fusils de Jaruzelski en 81, contre les ouvriers polonais.

C'est le même sale boulot qu'il a poursuivi dans l'opposition depuis l'été 84, face à la montée des luttes ouvrières. Aujourd'hui, alors qu'il n'a plus de responsabilité gouvernementale à assumer, il préconise carrément depuis des mois l'ilotage des flics autour des usines (comme à Renault-Billancourt), dans les quartiers, les banlieues ouvrières sous prétexte d'insécurité permanente et au nom de "la protection des ouvriers". Il dispose ses propres troupes pour "s'occuper de ceux qui troublent et dégradent le climat social". Dans ses "actions" -aux côtés des syndicats et notamment la CGT- il n'a cessé de chercher à saper la confiance des ouvriers dans leurs luttes, à les démoraliser, les démobiliiser, désamorcer leur combativité, en particulier à l'occasion de son "coup de force" à Renault, participant ainsi activement, au premier plan, aux manœuvres et aux campagnes orchestrées par toute la bourgeoisie : "les ouvriers ne veulent pas lutter",

LES RESTAURANTS DE COLUCHE... DE TOUT COEUR AVEC LE CAPITALISME

■ Jamais entreprise charitable n'avait à ce point bénéficié d'appuis de toutes sortes ; la télévision et la presse consacrent des reportages au phénomène, les vedettes du music hall -entre un concert pour l'Ethiopie et un gala contre le SIDA- viennent faire trois petits tours devant les caméras, les hommes politiques -droite et gauche confondues- accourent pour servir de Monsieur Loyal au clown Coluche. Car celui-ci a repris une idée lancée par l'épicière Lecerclerc dans le cadre de ses promotions publicitaires, et lui a donné toute l'envergure nécessaire de par sa popularité. On l'avait déjà vu ramener les déçus de la politique vers le choix de "gauche" lors des dernières présidentielles. Il persiste. Ce futur comique troupier des armées françaises se croit à présent payé de retour par l'aide que lui accorde le gouvernement, quand il n'est une fois de plus que le manipulé professionnel, la garantie "de cœur" d'une opération dont la portée et les buts lui échappent.

En premier lieu, la question électorale. L'approfondissement de la crise économique a provoqué sous ce dernier gouvernement la plus grande attaque qu'ait eu à subir le prolétariat en France depuis la dernière guerre. L'accumulation de misère qu'elle a provoquée a créé pour une grande partie de la population la méfiance générale envers les promesses électorales. En ce sens, les années 80 sont bien des années de vérité qui révèlent la vraie nature du système aux yeux de la classe exploitée, principale victime des mesures "d'austérité" ou de la politique de "rigueur".

La campagne faite autour des "restaurants du cœur" dans cette période préélectorale, avec ses parades d'hommes politiques de tous bords, a donc bien un fond de bataille électoral dans le sens de tenter de ramener une partie des voix, en faisant croire à cette partie la plus touchée du prolétariat que ses problèmes sont pris en considération. Que ces bonnes âmes charitables distribuent quelques trognons de pain à ceux qu'elles n'ont même plus le loisir d'exploiter ne résoudra en rien la misérable condition de prolétaire. Bien au contraire, cette grossière tartufferie ne sert que de paravent à l'avenir que la classe exploiteuse mijote dans les coulisses : encore plus de chômage, plus de misère, plus de famine ! Et tous ces hommes politiques dont on sait la part qu'ils ont pris, qu'ils prennent et qu'ils continueront à prendre dans la gestion de ce système et donc dans la responsabilité de cet appauvrissement généralisé, tentent crapuleusement, le temps d'un show télévisé, de s'agitoyer sur le sort de leurs victimes. Mais de cela, nul n'est dupe ; même Coluche en est conscient, qui donne un dernier coup de main dans les meetings de Mitterrand.

Il serait cependant erroné de croire que seule la

perspective électorale est à l'origine de cet élan "du cœur" qui anime notre bourgeoisie ! Ce type de bonnes œuvres ne cessera pas après les élections. Car la raison profonde de tout ce cirque "solidaire" c'est la crainte qu'éprouve la classe dominante face à un prolétariat qu'elle pousse à la révolte et dont elle a tout à redouter. Ces miettes "généreuses" voudraient éviter que le trop plein ne pousse la fraction la plus touchée de la classe ouvrière à poser la question de sa survie en termes de revendications, et que ne se développe ce mouvement d'union dans la lutte pour les conditions minimum d'existence, union trop dangereuse pour l'ordre social car elle est amenée à le remettre en question de fond en comble.

Ce mouvement, même s'il n'en est qu'à ses débuts, a déjà commencé et le CCI a déjà eu l'occasion d'y intervenir pour soutenir ces initiatives ; ce sont les comités de chômeurs, contre lesquels la bourgeoisie se mobilise de toutes ses forces (cf. article dans ce n°), ce sont les mobilisations de sans abris, contre lesquelles les hommes politiques qui parquent aux côtés de Coluche ont envoyé les CRS.

Ce mouvement qui se précise de résistance à la misère (contre les expulsions, les coupures d'électricité ou de gaz, pour la revendication du minimum vital) rejoint dans ses causes et dans ses buts les mouvements d'ouvriers actifs contre les licenciements, contre l'austérité : c'est le même mouvement de deux secteurs d'une même classe, le prolétariat, qui se dessine et tend à imposer un rapport de force contre l'Etat. Dans les pays où la misère est encore plus généralisée qu'en France (en Espagne, par exemple), le mouvement vers cette union, non seulement dans chacun de ces secteurs mais aussi et surtout entre eux, est parvenu épisodiquement à se concrétiser et annonce le mouvement de fond qui fait trembler la bourgeoisie et contre lequel elle utilise, d'un côté la police, la répression, les syndicats et la gauche, de l'autre les essais de démobilitation dont les "Restaurants du cœur" ne sont qu'une facette.

La bourgeoisie tente de gagner du temps pour préparer l'affrontement entre les classes qu'elle ne peut éviter : sa propre faillite en est la cause. Au prolétariat de poursuivre dans la voie qu'il a déjà commencée à tracer, la voie déterminée du combat. A ses révolutionnaires de participer à ce combat de toute leur conviction, d'y être présents en première ligne, en particulier pour contribuer à démasquer les mystifications qui tendent à entraver le processus engagé vers des affrontements décisifs. Processus que le prolétariat ne peut abandonner pour un bol de soupe, fut-elle "populaire".

Moro.

"seuls le PC et la Qd' agissent". De même, dans chaque lutte ouvrière où il s'est immiscé, il s'est livré avec la CGT à un travail constant de sabotage : enfermer, diviser, isoler les ouvriers, maintenir l'éparpillement de leurs luttes en poursuivant ses objectifs de dévoiement, exaltant en chaque occasion l'intérêt de l'entreprise, de la corporation, de la nation.

Tous se donnent aujourd'hui beaucoup de peine pour "chauffer l'ambiance électorale", pour passionner cette mascarade qui suscite un désintérêt et un écoeurlement croissants.

Tout est bon pour faire monter la pression, entretenir artificiellement un "suspense" : du thème "cohabitation ou pas", à la remontée du PS depuis deux mois dans les sondages assénés quasi quotidiennement, alors que, de toutes façons ce n'est que du vent.

Les dés sont pipés d'avance, les résultats ne faisant aucun doute sur le "retour aux affaires" de la droite, sur le départ d'une partie significative du PS dans l'opposition. Cela est préparé, su, commenté, depuis des mois.

Mais pour tous, avant tout, il "faut voter".

LE TERRAIN ELECTORAL N'EST PAS CELUI DES OUVRIERS.

A quoi mène ce battage? Cette farce a comme fonction essentielle de détourner les ouvriers de l'action véritable, de leurs luttes, de les faire sortir de leur terrain de classe et de leur présenter les élections comme seule issue à leurs aspirations. Le ralentissement des luttes ouvrières en cette période électorale montre que ce piège conserve son efficacité essentielle. Il renforce et amplifie le travail que mènent depuis des mois le PC et la CGT sur le terrain qui entretient l'expectative, l'hésitation, l'attentisme des ouvriers. Les élections sont toujours une arme de la bourgeoisie contre la lutte ouvrière. Elle les utilise pour mystifier et pour tenter d'enrayer la riposte et la mobilisation des ouvriers. Il faut se rappeler comment la bourgeoisie a pu et su utiliser à fond pendant dix ans la perspective du "Programme Commun" dans le cadre de l'union de la gauche pour museler les luttes ouvrières, les paralyser, les dévoyer.

Syndicats et partis de gauche ne cessaient de clamer que les ouvriers ne devaient rien faire qui puisse entraver cette perspective. Aujourd'hui, les ouvriers ont fait l'expérience de la gauche au pouvoir comme de la droite. Ils ne doivent plus se laisser leurrer. La perspective que leur "offre" la bourgeoisie, il n'y en a qu'une seule : celle d'attaques toujours plus féroces.

C'est seulement la reprise de la lutte de classe internationale qui est parvenue à freiner ces attaques. C'est ce qu'ont clairement montré depuis trois ans les luttes ouvrières en Belgique, en Grande-Bretagne, en RFA, en Espagne, au Danemark, en Suède.

C'est le combat qu'ont engagé les ouvriers des chantiers navals à Dunkerque, Nantes, La Ciotat, dans les PTT, à la SNCF, à la RATP, qui doit être poursuivi.

Contre tous les défenseurs de l'économie nationale, la classe ouvrière ne doit pas se laisser paralyser par les mensonges électoraux.

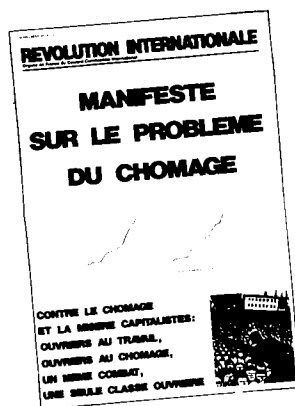
Y.D.

NOTES :

(1) (4) : Voir R.I. n°140 : "81-86 : la gauche confirme sa nature anti-ouvrière".

(2) : Voir RI n°141 : "la bourgeoisie se donne tous les droits contre la classe ouvrière."

(3) : voir RI n°141 : "les ouvriers ne doivent rien attendre des élections."



FACE AUX MANOEUVRES BOURGEOISES , LES LUTTES OUVRIERES NE DOIVENT PAS RESTER ISOLEES

COMMENT ELARGIR LA LUTTE?

Les multiples facettes de cette stratégie bourgeoise visant à disperser les luttes ouvrières, à les séparer les unes des autres pour mieux les étouffer, montrent à quel point la bourgeoisie redoute le développement de cette 3ème vague de luttes. Face à toutes ces manœuvres, les ouvriers ne doivent pas se laisser démoraliser par le sentiment d'isolement dans lequel tentent de les enfermer les syndicats. Ils doivent, au contraire, comprendre non seulement qu'ils ne sont pas seuls à résister aux attaques massives du capitalisme, mais également que ces attaques sont les mêmes partout, qu'elles frappent TOUTE la classe ouvrière.

Les ouvriers constituent une seule et même classe

qui n'a pas d'intérêts antagoniques en son sein, qui ne doit pas faire valoir ses seuls intérêts particuliers mais, au contraire, les intégrer dans des revendications communes à l'ensemble du prolétariat. Ce n'est que par la mise en avant de revendications avec lesquelles le plus grand nombre d'ouvriers peuvent s'identifier (contre les licenciements, la baisse des salaires, l'augmentation des cadences...) que la nécessité de l'extension, de l'unification des luttes apparaîtra aussi comme une possibilité.

Contre toutes les manœuvres syndicales d'enfermement des luttes dans la corporation ou dans l'usine, les ouvriers doivent également briser ce carcan. Ils doivent sortir des limites de "leur" usine pour se rassembler massivement dans la rue autour de mots d'ordre et objectifs communs. Ils doivent envoyer des délégations aux autres usines en lutte, aller

(suite de la p.4)

chercher la solidarité aux bureaux de chômage afin de faire converger leurs multiples luttes disséminées en une seule lutte générale et unie.

C'est dans ce mouvement vers l'unification de ses luttes que la classe ouvrière sera nécessairement, et de plus en plus, amenée à combattre ses ennemis -les syndicats- pour se donner les moyens de prendre elle-même en main son combat : en constituant des organes de coordination des luttes (assemblées générales, comités de grève) ouverts à tous les ouvriers et aux organisations politiques qui défendent réellement leurs intérêts.

Voilà comment la classe ouvrière pourra prendre conscience de sa propre force, une force qui, elle seule, peut mettre un terme à la misère que lui impose chaque jour la barbarie capitaliste.

AVRIL.

LES GAUCHISTES PARTICIPENT A LA CAMPAGNE ELECTORALE

■ "Un an de ce gouvernement-là (gouvernement PC-PS) montre que les élections ne changent rien pour les travailleurs, que le bulletin de vote ne peut apporter que des déceptions à la mesure des illusions".

C'est la leçon que les soi-disant "révolutionnaires" de "Lutte Ouvrière", tiraient au bout d'un an de gouvernement de gauche. Mais c'était ces mêmes soi-disant "défenseurs des intérêts ouvriers" qui, en 81, appelaient à voter pour la gauche. Souvenez-vous avec quel mépris à l'égard des travailleurs ils justifiaient alors leur appel au vote : "il faut faire une concession aux illusions électoralistes des masses". Souvenez-vous avec quelle ferveur ils s'attachaient eux-mêmes à renforcer les illusions électoralistes qui persistaient dans les rangs ouvriers pour "mettre la gauche au pied du mur".

On pourrait croire que, forts de cette expérience, les gauchistes renonceraient aujourd'hui à appeler à voter et dénonceraient la campagne électorale en conséquence. Bien au contraire! A la veille des élections de 86, leurs tracts abondent aux portes des usines : L.O., la ICR, le MPPT (organe créé tout spécialement pour la circonstance et constitué d'un ramassis d'anciens militants PS ou PC, de syndicalistes déçus par la gauche et surtout de militants du PCI trotskyste), tous repartent à l'assaut pour vous appeler à voter.

Tous partent en campagne pour à nouveau revaloriser le terrain électoral, comme constituant un lieu où les travailleurs pourraient exprimer leur mécontentement, pour leur faire croire que c'est un moyen pour eux de défendre leurs intérêts contre l'attaque de la bourgeoisie.

La ICR -tout comme L.O.- se mobilise pour racoler tous les déçus de la gauche et les ramener au faux

choix droite-gauche : "Pour tous ceux qui ne se reconnaissent plus dans cette gauche-là, rien ne serait plus dramatique que de rester prisonniers de sa décomposition. Il faut de toute urgence faire vivre une autre perspective." De quelle perspective parle la ICR? Lutter? Certainement pas! La ICR poursuit en effet : "Lors du prochain scrutin, il faut faire émerger une force unitaire... qui sauve l'honneur de la gauche et qui s'oppose au retour de la droite." Telle est bien la préoccupation des trotskystes : non pas dénoncer la nature réelle de la gauche qui s'est illustrée dans une attaque des conditions de vie sans précédents, mais au contraire redorer, sauver son auréole "ouvrière". Voilà pourquoi ils pleurent sur le discrédit croissant de la gauche. Arlette Laguiller ne se plaignait-elle pas lors du dernier meeting électoral de LO que "La gauche s'est déconsidérée au gouvernement, et ce qui est pire, c'est qu'elle a déconsidéré les idées de gauche" (cité par "Le Monde" du 23-24 février 86).

Lutte Ouvrière prêche la "non résignation" : "Se résigner au moindre mal, ce n'est qu'une façon d'accepter par avance un mal pire. La seule chose utile c'est de se faire craindre. Même à une minorité." De quelle manière LO propose-t-elle aux travailleurs de "se faire craindre"? "En faisant de votre bulletin de vote un avertissement." (tract du 10 février).

LO peut sembler plus radicale contre la gauche, mais sa fonction est la même : il s'agit, pour elle aussi, de rabattre les travailleurs mécontents sur le terrain bourgeois des élections. La classe ouvrière n'obtiendra rien par la voie électorale : pour elle, il n'est pas question de choisir à nouveau le "moins pire" de ses exploiters. Tous, droite ou gauche, sont les mêmes bourreaux pour les ouvriers. 5

ans d'expérience de gauche ne viennent que confirmer cette réalité.

C'est encore moins sur ce terrain là que les ouvriers pourront "se faire craindre". Au contraire : le terrain électoral reste une arme aux mains de la bourgeoisie pour détourner, démobiliser même momentanément les travailleurs du seul terrain redoutable pour la bourgeoisie : celui de la lutte contre la misère que celle-ci, de droite comme de gauche, leur impose quotidiennement. C'est pourquoi la bourgeoisie, loin de craindre des élections une quelconque menace ouvrière, les utilise et les multiplie autant qu'elle le peut.

A l'heure où les ouvriers perdent de plus en plus leurs illusions sur la nature de la gauche, à l'heure où ils expriment une méfiance croissante à l'égard des syndicats, à l'heure où pour les ouvriers s'impose la nécessité de riposter -comme ils ont commencé à le faire dans la sidérurgie en 84, dans les chantiers navals, à la SNCF à la RATP dernièrement- contre les attaques que mène la bourgeoisie, les gauchistes leur proposent de renoncer à la lutte pour réintégrer les urnes. A l'heure où les travailleurs ont besoin de développer, d'unifier leurs luttes pour constituer une force réelle contre les attaques bourgeoises, les gauchistes accourent pour leur dire : "votre mécontentement, vous devez l'exprimer... par le bulletin de vote."

La classe ouvrière ne doit pas s'étonner de cette attitude des gauchistes. Leur appel à réintégrer le terrain électoral est le complément logique de leur attitude dans les luttes ouvrières : celle qui consiste à faire de la surenchère radicale pour mieux saboter, encadrer, diviser les travailleurs, les ramener dans le giron syndical, ranimer les sections syndicales discréditées aux yeux des ouvriers. Aujourd'hui, comme hier, leur fonction reste la même : rabattre la colère ouvrière vers la gauche, remolir leur rôle "à la gauche de la gauche" des partis bourgeois.

J.S. et M.O.

OUVRIERS, DEVELOPPEZ VOS LUTTES !

(suite de la p.1)

Malgré toutes ces précautions, malgré la concertation et le partage entre les différentes fractions bourgeoises, (gouvernement, patronat, partis politiques, syndicats) la riposte des ouvriers de Talbot a constitué un désaveu ouvert de la gauche au pouvoir. Et ce n'est que par un travail de sabotage, d'isolement et d'enfermement de la lutte dans l'usine par la CFTD et la CGT, que la bourgeoisie a pu contrôler la situation (2).

C'est à partir de ce premier test, dont la bourgeoisie a tiré toutes les leçons, que celle-ci va ensuite affronter systématiquement le prolétariat paquet par paquet, en attaquant notamment les ouvriers de la sidérurgie, puis ceux de Citroën.

Quant à la désillusion et la méfiance que la classe ouvrière a commencée à ressentir dès cette époque, -entre autre par une désyndicalisation qui s'est accélérée- elles n'ont pas été immédiatement synonyme d'une plus grande confiance des ouvriers en eux-mêmes. Tout au contraire, cela a significé dans un premier temps, pour eux, un doute sur leur propre capacité à lutter, alors que depuis tant d'années, ils avaient identifié leurs luttes aux partis de gauche et aux syndicats.

84-85 : LA BOURGEOISIE EXPLOITE LA MEFIANCE DES OUVRIERS

En 84, la bourgeoisie s'est trouvée dans la situation suivante : non seulement la défiance ouvrière vis-à-vis des syndicats s'est accentuée, mais le mécontentement croissant commençait à déboucher sur la riposte des ouvriers dans les chantiers navals ou, surtout, à Longwy. Non seulement ont commencé à éclater les premières luttes ouvertes, mais la bourgeoisie a dû passer à un niveau d'attaque supérieur dans des secteurs centraux de la classe ouvrière, comme à Renault. Dans une situation où la colère générale pouvait exploser en s'appuyant sur cette défiance des ouvriers envers la gauche et les syndicats, la bourgeoisie a dû agir rapidement : elle renvoie dans l'opposition le PC et la CGT, qui vont être le fer de lance d'une nouvelle tactique consistant à s'appuyer sur cette méfiance envers la gauche, à s'appuyer sur les doutes de la classe ouvrière en elle-même, à la placer devant le faux choix de lutter avec le PC et la CGT (et donc de se faire encore avoir !) ou de ne pas lutter afin d'empêcher cette colère d'éclater au grand jour et massivement.

Face à ce faux choix, les ouvriers ont préféré en-

core ravalier leur colère, chacun dans leur coin, plutôt que de lutter avec la CGT et le PC. C'était le but recherché par toutes ces manoeuvres bourgeoises, atomiser les ouvriers un par un, les ancrer dans un sentiment d'impuissance. Le PC et la CGT ont tout fait pour empêcher les ouvriers de prendre conscience qu'ils sont des millions à être en colère et à vouloir se défendre. Pour cela, là aussi, il y a toute une manoeuvre de préparation rigoureuse : PC et CGT se réclament de la lutte ouvrière, appellent à une marche, une manifestation. Mais avant d'en fixer la date, ils vont saper, plusieurs mois à l'avance, toute velléité de mobilisation des ouvriers, en appelant à "la lutte", sur des thèmes démobilisateurs et mensongers, en prenant toute la place dans les assemblées générales où de toute manière, les ouvriers défiant ne se rendent pas. Une fois toutes ces précautions prises, PC et CGT appellent au regroupement. Mais même là, ils ne donnent ni l'heure ni le lieu pour éviter que les ouvriers ne s'y rendent par leurs propres moyens et ne tentent de se regrouper par eux-mêmes. A cela, PC et CGT rajoutent les opérations coups de poing, les actions spectaculaires, en direct et à effet théâtral, seuls, tandis que les médias commencent à marteler l'idée que les ouvriers ne veulent pas lutter, que la lutte c'est la CGT.

Toute cette stratégie montre clairement que la bourgeoisie est parfaitement capable d'utiliser à son profit la défiance que les ouvriers éprouvent -à juste titre- contre son appareil de gauche.

86 ET APRES : IL FAUT DEVELOPPER LA RIPOSTE

Contrairement à l'idée ressassée de la "passivité" de la classe ouvrière, ce qui existe en France aujourd'hui, c'est un mécontentement profond, un très fort potentiel de combativité, comme dans tous les autres pays d'Europe. Ce qui existe plus fortement qu'ailleurs, c'est une méfiance, une désillusion importante vis-à-vis des organes d'encadrement de la classe ouvrière, même si cela ne signifie pas une pleine conscience de ce que sont les partis de gauche et les syndicats. Pendant ces cinq années, la classe ouvrière a vu la gauche s'unir et se désunir, elle a expérimenté ce que veulent dire les attaques morcelées, paquet par paquet, elle a vu comment la bourgeoisie a su récupérer sa méfiance pour l'immobiliser.

Cette politique de la bourgeoisie ne va pas s'ar-

êter. Elle va continuer à être utilisée, non seulement en France, mais dans les autres pays d'Europe occidentale. La bourgeoisie en France a montré le chemin. Il faut s'attendre à ce que cette stratégie s'amplifie avec le retour du PS, en totalité ou en partie, dans l'opposition.

Les partis de gauche se diviseront le travail : le PS dira qu'il n'a jamais fait ce que fait la droite. Le PC, lui, rappellera que oui, en occultant sa propre participation, comme le PS, comme la droite, à l'attaque anti-ouvrière. Ils prendront toute la place dans les luttes pour que les ouvriers n'en aient pas. Pendant ce temps, l'attaque morcelée, en règle, par paquets, va se poursuivre pour morceler, disperser, les luttes ouvrières.

C'est à cela qu'il faut s'attendre. Les ouvriers, s'ils se laissent attaquer les uns après les autres, seront battus, licenciés, les uns après les autres. Les ouvriers, s'ils laissent le terrain de la lutte qui leur revient, au PC, au PS, aux syndicats, n'auront rien à dire, ils ne pourront pas agir, ils ne pourront pas se défendre. S'ils se laissent immobiliser par leur méfiance, ils laisseront à la bourgeoisie les coudées franches.

Les ouvriers ne peuvent en rester là. Ils doivent riposter, se solidariser, sortir de cette atomisation qu'on leur impose et regrouper leurs forces. Ils ne doivent pas laisser leurs outils de lutte (assemblées générales, grèves, manifestations) aux mains de la gauche sous prétexte de la méfiance qu'ils éprouvent envers celle-ci car s'ils le font, cela veut dire qu'ils laisseront tomber leurs armes. Ils doivent tout au contraire, se saisir des assemblées générales, des manifestations, de tous les moyens qui leur permettront de ne pas rester isolés, de se regrouper, d'agir ensemble, d'imposer un véritable rapport de force en leur faveur, le seul qui puisse faire reculer la bourgeoisie.

CL

NOTES

(1) - Dès 78, toute la bourgeoisie occidentale renvoie les partis de gauche dans l'opposition en laissant une droite "musclée" au gouvernement. L'arrivée de la gauche au pouvoir en France provint non de la "volonté populaire", mais des rivalités au sein de la droite. C'est le seul gouvernement en Europe occidentale où toute la gauche s'est retrouvée au pouvoir (Voir RI n°86).

(2) - Voir RI n° 115

(3) - Voir RI n°133 et 136

DANS LE PROCHAIN NUMERO DE RI:

1936: LA GAUCHE ARRIVE AU POUVOIR...POUR EMBRIGADER LE PROLETARIAT DANS LA GUERRE

1986: LA GAUCHE QUITTE LE GOUVERNEMENT ... POUR AFFRONTER LA LUTTE DE CLASSE

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE

FACE AUX MANOEUVRES BOURGEOISES, LES LUTTES OUVRIERES NE DOIVENT PAS RESTER ISOLEES

Depuis l'automne 83, la reprise internationale des luttes ouvrières n'a cessé de s'amplifier face au renforcement croissant de l'offensive capitaliste. C'est partout contre les mêmes attaques (licenciements dans tous les secteurs, baisse des salaires et des allocations sociales, augmentation des cadences...) qu'ont surgi, ces deux dernières années dans les principaux pays d'Europe occidentale des luttes de grande ampleur, impliquant des dizaines de milliers d'ouvriers et explosant souvent de façon spontanée. Cette 3ème vague de luttes depuis la reprise historique des combats de classe à la fin des années 60, amorce aujourd'hui un tournant : malgré la multiplication des luttes dans tous les pays, malgré leur simultanéité, les grèves massives - telles que celles du secteur public en Belgique 83, des mineurs en Grande-Bretagne ou des sidérurgistes en Espagne en 84, des ouvriers au Danemark en 85 - ont momentanément disparu de la scène internationale. L'éparpillement des luttes auquel on assiste depuis plusieurs mois dans tous les pays avancés du capitalisme traduit-il pour autant un épuisement de la combativité ouvrière ? A quels obstacles se heurte aujourd'hui le prolétariat ? Comment peut-il les surmonter pour se renforcer face aux attaques bourgeoises qui ne peuvent que s'amplifier avec l'aggravation inexorable de la crise capitaliste ?

■ Dans les principaux pays industrialisés du bloc occidental, la bourgeoisie a encore accentué, ces derniers mois, ses attaques contre la classe ouvrière. Partout, ce sont de nouveaux plans d'austérité qui sont mis en application avec leurs charrettes de licenciements. Partout, la colère ouvrière gagne de plus en plus tous les secteurs, toutes les régions que ce soit en Grande-Bretagne, Espagne, Belgique, Suède, USA et même en Italie où le prolétariat commence à riposter aux attaques frontales que la bourgeoisie ne peut plus désormais différer.

Cette énorme combativité ouvrière - bien qu'elle ne se manifeste pas actuellement par des mouvements aussi spectaculaires que ceux de 84-85 - s'est notamment exprimée ces derniers mois non seulement par l'explosion de mouvements spontanés (grève à la SNCF et à la RATP en France, dans les mines en GB et Belgique, dans la métallurgie en Espagne, chez les nourrices en Suède...) mais également par des luttes que l'encadrement syndical parvient difficilement à étouffer (comme celle qui a éclaté cet hiver dans les usines d'emballage de viande aux USA où les ouvriers ont maintenu leurs piquets de grève malgré un froid de -20°).

La persistance de nombreux foyers de luttes touchant tous les secteurs, toutes les régions, confirme que le prolétariat n'a pas relâché sa pression contre la dégradation générale de ses conditions d'existence, quelle que soit la forme que prennent ses luttes aujourd'hui : grèves longues ou de courte durée, mouvements explosant de façon spontanée ou à l'initiative des syndicats.

Cependant, malgré cette énorme combativité, malgré la simultanéité des combats ouvriers à l'échelle nationale et internationale, on constate depuis quelques mois une tendance à la dispersion des luttes qui se traduit par une difficulté générale de la classe ouvrière à se regrouper, à élargir son combat par delà les divisions catégorielles, sectorielles, régionales. Ainsi, par exemple, à Naples, les ouvriers d'Eternit (matériel de construction) sont restés enfermés dans l'usine alors qu'à quelques centaines de mètres de distance ceux d'Ital-sider (sidérurgie) se mobilisaient au même moment contre les mêmes licenciements. Malgré la proximité et la simultanéité de leurs luttes, il n'y a pas eu de riposte commune. De même en Grande-Bretagne, où, début janvier, la colère de plusieurs milliers d'ouvriers de différents secteurs (imprimerie, automobile, sidérurgie, enseignement) éclatait simultanément aux quatre coins de la capitale, dans un rayon de quelques kilomètres sans parvenir cependant à se rejoindre.

LA STRATEGIE BOURGEOISE DE DISPERSION DES LUTTES.

C'est essentiellement la contre-offensive bourgeoise face au développement de cette 3ème vague de luttes qui permet de comprendre les difficultés présentes du prolétariat. En effet, cette dispersion des luttes ouvrières ne résulte ni d'un quelconque ralentissement des attaques capitalistes ni de l'épuisement de la combativité du prolétariat. Elle est le produit d'une stratégie bourgeoise qui - si elle n'est pas nouvelle - est employée aujourd'hui de façon systématique pour endiguer tout risque de nouvelles explosions massives dans une situation où la généralisation des attaques capitalistes à tous les secteurs ne peut que renforcer la simultanéité des luttes. Ainsi, depuis quelques mois, c'est de façon beaucoup plus planifiée, plus concertée, que la bourgeoisie affronte la classe ouvrière. Confrontée à la riposte d'un prolétariat extrêmement expérimenté, la classe dominante des pays centraux du capitalisme ne peut se permettre aujourd'hui - même si elle sera nécessairement amenée à le faire avec l'aggravation de la crise - de porter une attaque globale contre des millions d'ouvriers comme elle a pu le faire en Pologne 80. Cette attaque, elle est obligée de la fragmenter, de la présenter sous différentes formes tout en planifiant dans le temps les mesures qui, un jour, vont toucher telle branche d'industrie ou telle usine, le lendemain telle autre.

Cette stratégie manifeste l'inquiétude de la bourgeoisie face à un prolétariat qui, simultanément dans tous les pays, montre chaque jour sa détermination à lutter contre la misère capitaliste. Voilà pourquoi la bourgeoisie est aujourd'hui contrainte de contourner les obstacles en attaquant les ouvriers paquets par paquets afin de morceler leur riposte en une multitude de petites luttes éparpillées et, de ce fait, plus facile à isoler.

Quelques exemples de cette stratégie sont particulièrement significatifs :

- en Espagne, après avoir attaqué brutalement ces 2 dernières années des milliers d'ouvriers dans la sidérurgie, les mines, les chantiers navals, la santé, le gouvernement socialiste a compris la nécessité de mieux répartir ses attaques afin d'éviter de nouvelles luttes massives. On voit ainsi la bourgeoisie espagnole étaler ses plans de licenciements sur tous les secteurs tout en les déguisant - comme dans d'autres pays d'Europe occidentale - en congés de reconversion, pré-retraite, départs volontaires ;

- en Italie, alors qu'un nouveau "dégraissage" de Fiat s'impose, il n'est plus question, dans la situation présente, de licenciement sauvage et du jour au lendemain 20 000 ouvriers comme en 83. A Fiat, comme à Renault en France, ces licenciements sont planifiés, échelonnés dans le temps ;

- en France, c'est cette même stratégie que la bourgeoisie a mise en place dès 83 (cf article p.2) et qu'elle renforce aujourd'hui avec l'adoption de la loi sur la "flexibilité de l'emploi". L'application de cette loi va permettre à la bourgeoisie de disposer d'un large éventail de mesures anti-ouvrières. Grâce à cette panoplie d'attaques, elle pourra ainsi faire croire aux ouvriers qu'ils sont mangés à des saucisses différentes suivant les secteurs et les usines, alors que chacune de ces mesures ("flexibilité", "mobilité", "aménagement d'horaires") dissimule en réalité une même attaque générale contre les salaires, l'emploi, les conditions de travail.

Cependant, du fait de l'énorme combativité du prolétariat, cette stratégie est en elle-même insuffisante. Elle doit, en effet, être complétée et renforcée par le sabotage systématique des luttes ouvrières dans la mesure où leur caractère dispersé ne saurait traduire un quelconque épuisement de la capacité potentielle du prolétariat à élargir, à unifier son combat pour se renforcer face aux attaques bourgeoises. Ainsi, l'efficacité d'une telle stratégie repose essentiellement sur un partage des tâches entre les différentes forces du capital : d'un côté, gouvernements et patronats répartissent de façon concertée leurs attaques, de l'autre, les syndicats et partis de gauche dans l'opposition déploient toutes sortes de manœuvres visant à isoler, diviser les luttes afin d'empêcher toute velléité des ouvriers d'étendre leur riposte vers les autres secteurs. C'est ce travail de sape des forces d'encadrement capitalistes qu'on a vu ces deux derniers mois :

- aux USA, lors de la grève des ouvriers des usines Homel dans le Minnesota, où les syndicats ont tout fait pour détourner les ouvriers de la nécessité d'étendre la lutte en canalisant leur combativité dans des actions pseudo-radicales (boycott des produits Homel, manifestation contre une banque qui avait investi dans cette entreprise...). Et lorsque cette manœuvre s'est révélée insuffisante, les syndicats - sous couvert de recherche de la solidarité aux autres usines - se sont servi de piquets de grève pour diviser les ouvriers, les opposer les uns aux autres en poussant les grévistes à l'affrontement avec les "jaunes" ;

- en Espagne, où les syndicats qui ont été plus d'une fois débordés lors des mouvements massifs de 84-85, prennent aujourd'hui les devants pour mieux contrôler la situation en enfermant chaque lutte dans le cadre de l'usine, de la corporation, de la région. On les a vus, en effet, organiser ces 2 derniers mois toute une série de grèves générales sectorielles destinées à étouffer la combativité ouvrière, à endiguer toute explosion massive, tout regroupement des ouvriers en lutte. Un jour, on appelle à une grève nationale ou régionale dans les mines, le lendemain dans la santé, le surlendemain dans l'enseignement... Et pour compléter ce travail de division et d'enfermement des luttes, on les a vus également avancer des mots d'ordre et revendications spécifiques à tel ou tel secteur, notamment dans les mines où les véritables causes de la mobilisation ouvrière (licenciements, augmentation des cadences) ont été détournées sur le terrain de la sécurité, de la seule riposte contre les accidents de travail ;

- en Grande-Bretagne, début janvier, au moment même où des milliers d'ouvriers de l'imprimerie, de l'automobile, de l'enseignement, se mobilisaient en plein cœur de Londres, les sidérurgistes écossais organisent une manifestation dans la capitale pour protester contre les licenciements. Face à une telle situation de simultanéité et de proximité des luttes, le TUC (centrale syndicale) avance sans prévenir la date de la manifestation et renvoie précipitamment les sidérurgistes en Ecosse, afin d'empêcher toute possibilité de regroupement des différents foyers de luttes.

(suite p.2)

GRANDE-BRETAGNE

LA COLERE OUVRIERE SE DEVELOPPE

■ Wapping, un quartier ouvrier de l'Est de Londres, est aujourd'hui un point de mire pour la lutte de classe en Angleterre. Là, des milliers d'imprimeurs licenciés s'affrontent à la police contre ces nouveaux plans de licenciements du très important groupe de presse "News International". Cette grève des ouvriers de l'imprimerie se déroule en même temps que de nombreuses autres luttes en Angleterre :

- grèves dans l'industrie sidérurgique contre des licenciements (par exemple, à Sheffield) et tentatives des sidérurgistes de faire une marche sur Londres (tentative désorganisée finalement par les syndicats) ;
- grèves des mineurs près d'Edimbourg contre des blâmes et des mineurs du Yorkshire et du Kent qui ont exprimé leur solidarité avec les imprimeurs et se sont joints à leurs piquets de grève ;
- grève des ouvriers du Génie électrique à Harlow ;
- grève des ouvriers des chantiers navals de Yarrow par solidarité avec leurs camarades de travail licenciés suite au plan de "rationalisation" par l'informatic (c.a.d. pour la même raison que les travailleurs de l'imprimerie) ;
- grève des enseignants ;
- grève des ouvriers de l'automobile, etc...

Dans ce contexte, la grève des imprimeurs est une indication de la lutte de classe aujourd'hui. Cette dernière montre une tendance à des mouvements dispersés, qui ont lieu simultanément et dans de nombreuses régions différentes, la plupart d'entre eux pour une courte durée (voir article dans ce numéro). Par rap-

port à la grève des mineurs qui a duré un an à l'échelle nationale, il peut sembler que de telles luttes, comme celle des imprimeurs en Angleterre, sont en-deçà et montrent un recul de la lutte de classe face aux attaques du capitalisme contre les conditions de vie des travailleurs. Tout au contraire, la grève des imprimeurs, en vérité, est un bon exemple de la maturation des conditions du combat de la classe ouvrière.

En premier lieu, la nature "fragmentée" des grèves est le résultat du travail de la bourgeoisie qui veut éviter d'affronter les principaux secteurs de la classe ouvrière dans leur ensemble, comme elle l'avait fait avec les mineurs. La bourgeoisie est consciente du fait que la combativité des travailleurs n'a pas été désamorcée par la défaite des mineurs. Une partie seulement des ouvriers de Fleet Street (1) ont été victimes de ses attaques et le "champ de bataille" (c.a.d. une partie des imprimeries et des bureaux) a été démenagé du centre de Londres à la banlieue de Wapping. Cela montre la peur de la bourgeoisie aujourd'hui : les potentialités des luttes à S'ETENDRE et à S'UNIFIER.

En second lieu, la bourgeoisie est de plus en plus obligée d'attaquer des secteurs centraux de la classe ouvrière, dans les villes les plus industrialisées comme Londres, où sont concentrés des millions d'ouvriers. Il est beaucoup plus facile pour les imprimeurs d'étendre leur lutte aux autres ouvriers (10000 ouvriers de l'automobile à Dagenham ne sont qu'à 10

mn de distance de Wapping) que pour les mineurs relativement isolés dans des petits villages miniers.

Malgré le fait que les syndicats ont réussi à limiter la lutte à Wapping, la lutte montre une potentialité qui donne de bonnes raisons à la bourgeoisie d'être effrayée ! Les tentatives des syndicats d'empêcher les ouvriers de s'affronter à la police qui tentait de barricader l'usine ont échouées ; les proclamations des syndicats comme quoi c'était "une affaire d'imprimeurs" ont été démenties par la solidarité des mineurs du Kent et des ouvriers du bâtiment de Londres qui se sont joints à la lutte et ont affirmé que c'était celle de tous les ouvriers !

Les problèmes de la bourgeoisie pour isoler les luttes se voient donc même dans un conflit localisé comme celui des imprimeurs à Wapping. Pas étonnant que la presse et la TV ont riposté par une campagne contre "les agitateurs venus de l'extérieur" qui "sement le trouble à Wapping", une campagne ouverte par les syndicats et la police réunis ! C'est une tentative de diviser les ouvriers entre eux et de les séparer de leurs minorités révolutionnaires. De plus en plus, l'intervention des révolutionnaires rencontre un écho et la bourgeoisie le sait.

F.S.

(1) Fleet Street : rue centrale de Londres où sont concentrés toutes les imprimeries et les bureaux de presse des principaux journaux d'Angleterre.

OUVRIERS AU CHOMAGE, OUVRIERS ACTIFS, UNIFIEZ VOS LUTTES !

■ "Nous sommes très conscients de notre faiblesse, le mouvement des chômeurs n'a que peu d'influence au niveau national et chaque initiative se débat plus ou moins seule". Ainsi s'exprimait l'un des participants à une "Rencontre nationale" de chômeurs qui s'est tenue du 9 au 12 décembre dernier à Göttingen, en Allemagne. Remarquable est ce jugement, car s'il concerne bien le mouvement des chômeurs, il s'applique tout autant aux luttes ouvrières en général, en Allemagne comme dans les autres pays de l'Europe de l'Ouest. S'il y a quelques chose qui caractérise l'état actuel des luttes ouvrières, c'est bien la difficulté que celles-ci rencontrent pour surmonter leur dispersion et pour s'unifier. Plus les luttes deviennent simultanées, plus elles se rapprochent dans le temps, et plus ces problèmes de regroupement et d'unification se posent. La lutte des chômeurs est une composante à part entière de la lutte générale du prolétariat. Elle forme une seule unité avec la lutte des ouvriers "actifs" contre les licenciements. Dans le cadre de la 3ème vague générale des luttes ouvrières (depuis 1968) qui a pris son essor à l'automne 83 -et précisément caractérisée par la préoccupation centrale du chômage et par la multiplication simultanée des luttes, à l'intérieur de chaque pays d'Europe et de pays à pays- nous assistons depuis 1982/83 à un important développement de la lutte des chômeurs, qui s'est encore accentué en 1985.

L'an passé, notre journal a abondamment signalé les expériences de lutte des chômeurs en France (à Toulouse et St. Etienne surtout mais aussi à Pau et Rouen), en Espagne et en Allemagne. Au cours des 3 derniers mois nous avons connu l'existence de bien d'autres foyers de combat auprès desquels, dans toute la mesure de nos forces militantes, nous sommes intervenus. Ainsi en Angleterre, et rien que pour le sud-est du pays, nous pouvons témoigner de l'activité de plusieurs dizaines de "centres" de chômeurs (une "conférence" partielle de ceux-ci s'est d'ailleurs faite à la même époque que la "Rencontre" de Göttingen citée tout à l'heure), mais il y a aussi des mouvements notables de chômeurs dans les Midlands (à Birmingham et à Nottingham notamment). Toujours dans le même pays nous connaissons plus particulièrement le comité d'Islington (se nommant "Unwaged Fight Back") dans la région londonienne. En Italie, la section territoriale de notre organisation est actuellement aux contacts d'une lutte de chômeurs dans le quartier des "banchi nuovi" à Naples. En Allemagne, notre présence à la "rencontre" de Göttingen nous a permis de vérifier un très particulier foisonnement de foyers de lutte, à peu près dans toutes les plus grandes villes d'Allemagne et dans bien d'autres plus moyennes (situation qui s'explique par l'extrême brusquerie avec laquelle la classe ouvrière a été accablée par le chômage massif, dans un pays longtemps préservé -relativement- de cela). Ce développement de la lutte des chômeurs en Europe que nous saluons avec chaleur va, au-delà de certaines conditions spécifiques, suivant le même mouvement que celui de la 3ème vague des luttes ouvrières en général. C'est à dire que dans l'ensemble il progresse avec lenteur au prix de lourdes confusions sur les objectifs. La vague, bien que démarrée depuis 3 ans, est bien loin d'avoir encore réalisé toutes ses potentialités (notamment aux plans de l'extension des luttes et de l'auto-organisation de cette extension). A bien des égards elle n'en est encore qu'à des débuts, que se soit au niveau de la lutte des "actifs" ou bien au plan de la lutte des ouvriers au chômage. Elle se heurte surtout au dur problème des manoeuvres de la gauche dans l'opposition.

Sous bien des aspects, la lutte des chômeurs est un excellent révélateur de la situation présente de la lutte du prolétariat dans son tout. Ceci parce que, plus peut-être que les ouvriers "actifs" -pour tant très sévèrement attaqués eux aussi par la bourgeoisie- les chômeurs, de par l'extrême précarité de leurs conditions économiques d'existence, conçoivent que l'unique salut prolétarien réside désormais dans la lutte. Plus pressamment sans doute qu'aux prolétaires conservant encore (pour combien de temps ?) un emploi, le problème du regroupement (càd celui de l'union pour la lutte) est posé aux chômeurs. En effet ceux-ci, parce qu'ils sont rejetés des lieux de travail où les ouvriers "actifs" trouvent les conditions naturelles -si on peut dire ainsi- du rassemblement revendicatif, doivent tout d'abord se mobiliser pour reconstituer entre eux une communauté de lutte, en conquérant les lieux et les moyens de rassemblement afin de discuter ensemble de leurs revendications et des formes d'action pour les défendre. Pas plus que la bourgeoisie (et sa gauche surtout) n'est aveugle à la réalité de la montée des luttes ouvrières en général, elle n'est inconsciente du développement de la lutte des chômeurs. Toute la première, la bourgeoisie européenne a l'intuition du facteur d'homogénéisation et de dynamisation que peut constituer la lutte massive des chômeurs au sein de l'ensemble des luttes ouvrières, à l'heure de la généralisation des licenciements. Depuis un an, elle a rapidement compris le danger que représentaient les efforts de plus en plus fréquents et nombreux des chômeurs pour se regrouper et lutter. La bourgeoisie -la gauche tout en premier et les syndicats dans le grand rôle- multiplie les tentatives de dénaturation et de récupération de ce besoin de regroupement. Depuis un an, c'est avec beaucoup plus d'attention qu'elle essaye de contrôler et d'enfermer le mouvement des chômeurs, principalement dans le sens de le couper de la lutte des ouvriers "actifs". Il importe donc de signaler aux chômeurs cette menace ; d'aider ceux-ci à tirer toutes les leçons de leurs expériences, avec l'esprit de ne pas le faire pour la seule

lutte des chômeurs en propre, mais pour l'intérêt de la lutte d'ensemble du prolétariat, duquel les chômeurs se sont qu'une fraction.

LES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE

Le but de la bourgeoisie, c'est d'encadrer les chômeurs au sein d'un syndicat, même si celui-ci est difficile pour elle à constituer car, par la définition même des choses, il ne peut se structurer sur des bases usinistes, professionnelles et corporatistes classiques, dont les chômeurs sont extraits. C'est à ce dessein que correspondait déjà la formation, en France, du fameux syndicat "cureton" de Pagat, avec sa structure des "maisons de chômeurs". La création, l'automne dernier, de la Fédération Nationale des Chômeurs -suite à la scission du syndicat du "cher" Maurice- traduit une compréhension plus instruite de la bourgeoisie de sa nécessité de "syndicaliser" le mouvement des chômeurs pour contrôler celui-ci, avec des formes plus gauchistes. C'est avec la même intention que les syndicats -soit à visage découvert, soit à face masquée au sein des comités de chômeurs- sont venus à la "conférence" de Göttingen. Dans les travaux de cette assemblée, ils ont bel et bien essayé d'imposer aux différentes composantes du mouvement ("Zentrum", "Initiative", etc.) la création d'une Fédération organisationnelle, en dénaturant la préoccupation de la coordination des luttes pour laquelle, dans la majeure partie des cas, les comités de chômeurs avaient répondu à la convocation de la "Rencontre".

Comment s'y prennent-ils -syndicats ou autres forces bourgeoises de gauche, gauchistes notamment- pour espérer parvenir à leurs fins ? C'est ce que nous voulons montrer maintenant, en rappelant quelques expériences anciennes et en utilisant celle toute récente de Göttingen.

● Dans le numéro 132 de ce journal, il y a de cela presque un an, nous avons relaté et dénoncé dans le détail la manoeuvre de la bourgeoisie dans l'Association "La Galère" de Pau. Alors que cette Association était dans son surgissement spontané une structure ouverte, une assemblée générale ouvrière en quelque sorte, les gauchistes (la ICR en l'occurrence) ont œuvré à tuer la vie ouvrière de cette expérience. Ainsi de lieu de rassemblement qu'était au départ l'Association -où toute discussion sur la lutte des chômeurs était librement accueillie d'où qu'elle vienne et où toute décision d'action était souverainement prise par l'assemblée- les gauchistes en ont fait une place fermée où les chômeurs étaient enclos sur leur lutte locale, coupant qui plus est celle-ci de tout lien possible ou réalisé avec la lutte des ouvriers "actifs". La vie d'AG de l'Association a été par eux supprimée au moyen de la création d'un "bureau" qui prenait toutes décisions en lieu et place du collectif des chômeurs, réduisant celui-ci à une simple chambre d'enregistrement et à une masse d'exécutants. Les gauchistes ont parachevé leur oeuvre en faisant interdire -par le "bureau"- tout accès aux séances de l'Association aux "étrangers" : chômeurs d'un autre lieu ; ouvriers "actifs" ; groupes révolutionnaires. L'Association n'a guère survécue à ce traitement, ou bien elle eut été mûre pour se faire encaserner dans la Fédération citée plus haut.

● A Göttingen, les syndicats ne sont pas complètement parvenus à leur but d'encadrer les chômeurs dans une structure syndicale. Cependant ils en ont préparé la voie en tuant aussi, là, la discussion sur la lutte elle-même. Du moins, ils ont eux et les "Centres" qu'ils infiltrent et manipulent (sans doute par les mêmes moyens qu'à Pau)-réussi à empêcher que la "Rencontre" ne devienne ce que spontanément elle eut dû être : une AG ouvrière des comités de chômeurs. Par tous les moyens directs ou indirects dont ils pouvaient disposer, les syndicats (sous forme classique ou sous l'aspect du syndicalisme de base) ont entravé et neutralisé les votes pour clarifier le débat sur les revendications. Or ce débat était le nerf même des motivations qui ont réuni dans cette "Rencontre" plus de 200 chômeurs, membres de plusieurs dizaines de "centres" dans toute l'Allemagne. Au sein du souci par tous les chômeurs partagé -sauf peut-être par ceux qui se nomment "autonomes"- du besoin de coordonner les luttes et de dépasser l'isolement des initiatives locales, les participants à la "Rencontre" eussent dû pouvoir concrétiser, par des prises de décisions claires, ce qu'ils ressentaient en pensée : la nécessité de revendications unifiantes capables de mobiliser le plus grand nombre de chômeurs dans la lutte, et de moyens d'action appropriés pour ce faire. Les syndicats ont donc œuvré à casser la réalisation de ce souhait. Toute possibilité que la "Rencontre" fonctionne en AG, ils se sont assurés d'en interdire la réalisation, notamment en favorisant le poids de l'intervention des "groupes de travail" spécialisés au détriment de l'expression collective et souveraine de l'assemblée. Leurs deux principales réussites au bout de leur action destructrice au sein de la "Rencontre" sont :

- une obstruction à la dynamique de regroupement spontanée des chômeurs. Dans ce sens, ils ont influencé l'appel à de futures réunions partielles et spécialisées, évidemment plus facilement manipulables et embrigadables.

- surtout ils ont réussi à ce que la "Rencontre" demeure absolument muette sur le problème essentiel -par-dessus tous les autres- des chômeurs, à savoir la décision de regrouper leur lutte avec celle des ouvriers "actifs". La "Rencontre" de Göttingen n'a jamais pu aborder concrètement la discussion, pourtant prioritaire, des moyens de liaisons avec les ouvriers en lutte dans les usines (souvent près des

foyers de lutte des chômeurs); d'accueil de ceux-ci dans leurs "Centres" et "Initiatives".

LECONS ET PERSPECTIVES

Bien entendu, ce travail de sabotage des syndicats -celui des gauchistes et des partis de gauche- s'appuie, entre autres bases, sur une exploitation de la mauvaise compréhension qu'ont les chômeurs de leur besoin de regroupement, d'unification et de coordination. C'est assurément cette incompréhension -là qui est à la base de l'adhésion, par exemple, de l'Association chômeurs-Loire de St. Etienne (voir article dans RI numéro 139) à cette Fédération française des chômeurs déjà 2 fois évoquées plus haut, en dépit des prévenances que celle-ci a vis-à-vis des syndicats. Pour des raisons encore semblables, le "Zentrum" des chômeurs de Göttingen appelait de lui-même à une Fédération, avec cette circonstance aggravante qu'il assignait au mouvement des chômeurs le but de constituer une force d'influence sur les élections législatives allemandes de 1987, ce qui est entraîner directement la lutte des chômeurs sur le terrain bourgeois. Il apparaît assez spontanément naturel aux chômeurs que, pour surpasser la limitation des forces de chaque comité de lutte local, il faille structurer les comités dans une organisation coordinatrice, par définition permanente. Certes, une coordination est effectivement nécessaire. De ce point de vue, il s'agit tout de même de critiquer certaines tendances, exprimées à Göttingen, qui sont contre toute coordination ou qui ne confèrent à celle-ci qu'une validité ponctuelle pour des actions locales et limitées (tendances apparemment influencées par l'anarchisme ou l'anarcho-syndicalisme). Ce sont ces mêmes courants qui disaient aussi à Göttingen -facilitant par là le travail des syndicats- qu'il n'était pas nécessaire de voter. Ceci dit, que faut-il coordonner ? Qu'est-ce qu'il faut organiser ? La façon avec laquelle les chômeurs peuvent répondre à ces questions est identique à celle qui s'impose pour la lutte des ouvriers "actifs". La seule organisation dont il peut être question, c'est aujourd'hui celle de la lutte elle-même, et non celle des comités de lutte en soi, qu'il s'agisse de comités de grève dans les usines ou bien de comités de chômeurs. Au bout du compte que sont les comités de chômeurs ? Sinon des comités de grève, au-delà des conditions spécifiques de la lutte des chômeurs (la longue durée par exemple). Partant des raisons qui font naître ces comités, c'est à dire celles de l'organisation de la lutte, et en voyant bien que, comme tels, les comités n'existent que pour et par la lutte et pour le temps que dure la lutte, la perspective de coordination des luttes ne peut être que l'extension de celles-ci, c'est à dire le rapprochement, leur fusion autour de mobiles revendicatifs communs ; et c'est seulement de cette unification que procédera, naturellement, l'organisation de la coordination. Cette lutte fusionnée fera naître, par le besoin même de son organisation, un comité unitaire, comme il s'en est formé par exemple un, en août 1980 à Gdansk (Pologne), au niveau de toute une ville ouvrière en grève. Voilà le vrai problème, et toute autre interprétation des besoins n'aboutit qu'à 2 choses :

- d'abord, à figer la dynamique ouvrière dans des problèmes d'organisation en soi de comités ou de coordination de comités. Au terme de ceci, une expression particulière de la lutte -son organisation- se substitue à l'ensemble des exigences de la lutte. - en outre, cette problématique conduit à prédisposer la lutte à sa récupération à l'intérieur de structures para-syndicales (immédiatement récupérables par les syndicats institutionnels) structures qui ont une vie propre diamétralement opposée à la vitalité naturelle des luttes ouvrières.

A Göttingen, l'empêchement du débat sur les revendications unitaires a ainsi immédiatement barré les possibilités d'une vraie coordination des luttes de chômeurs. C'est une leçon essentielle à tirer. Il y en a une autre : c'est que le sens le plus "payant" de la coordination des luttes de chômeurs, c'est celui de la coordination avec la lutte des ouvriers "actifs", impliquant une incorporation des chômeurs dans cette lutte et ses comités de grève. Ça, c'est ce que les syndicats veulent à tout prix empêcher par leur mise en place de fédérations ou de syndicats de chômeurs, pour couper ceux-ci des ouvriers "actifs", en faisant des chômeurs une catégorie ouvrière spécifique, alors que justement le propre (et l'avantage) des chômeurs, c'est qu'ils échappent par la force des choses à toute catégorisation capitaliste, professionnelle ou corporatiste, et sont par là naturellement disponibles à soutenir et à intégrer n'importe quel type de lutte revendicative des ouvriers "actifs".

Dans tous les cas, les chômeurs en lutte -comme au demeurant toute partie de la classe ouvrière en lutte- ne pourront garantir le devenir de leur combat qu'en maintenant les regroupements ouverts. C'est la triple condition pour qu'ils conservent en leurs mains le contrôle de leur lutte ; pour qu'ils puissent bénéficier du concours des ouvriers "actifs" et des groupes révolutionnaires dans la discussion sur la lutte ; pour qu'ils puissent apprécier la nature adverse à leurs besoins de lutte des syndicats et des autres forces de gauche, des manoeuvres et des agissements de celles-ci. Pas plus que les autres ouvriers, les chômeurs ne peuvent s'épargner la confrontation avec les syndicats. C'est essentiellement au travers d'AG ouvertes -ou de tout rassemblement ouvrier ayant potentialité d'AG ouverte- que le prolétariat sera en mesure d'identifier tout en même temps ses vrais intérêts de lutte et les faux amis de sa lutte.

CONFLITS IMPERIALISTES

L'OFFENSIVE DU BLOC U.S. S'ACCENTUE...

■ L'état de guerre permanent qui existe depuis des années au Moyen-Orient et dans ses alentours connaît aujourd'hui une nouvelle phase d'accélération. Cette région du monde, qui est plongée dans un abîme sans fond d'horreur et de boucherie, voit ses différents foyers de guerre, déjà bien vivaces, s'ambraser à nouveau.

Offensives et contre-offensives se succèdent dans le Chant-Al-Arab laissant des centaines de milliers de cadavres pourrissant sur le terrain (ce conflit entre l'Irak et l'Iran a déjà fait plus de 3 millions de morts en quelques années).

A quelques centaines de kilomètres de là, la barbarie libanaise se "banalise" encore un peu plus à travers les règlements de compte quotidiens entre les différentes cliques du cru et les ratissages et nettoyages réguliers qu'opèrent la Syrie dans le nord du pays et Israël dans le sud.

Un peu plus au sud, la Libye et la France se retrouvent après quelques mois d'"observation", à nouveau face à face au Tchad.

Qu'est-ce qui justifie un tel regain de tension en ces différents endroits et de façon quasi-simultanée?

Comme nous l'avons maintes fois développé dans nos colonnes, cette zone du monde est aujourd'hui le ter-

rain privilégié d'une offensive d'envergure qu'opère le bloc occidental contre le bloc impérialiste russe.

Après l'avoir chassé depuis quelques années, le bloc US y asseoit, depuis, sa main mise, en remettant au pas progressivement et de plus en plus fermement toutes les brebis galeuses du coin.

Le gros morceau que représentait la Syrie est aujourd'hui bien intégré, soumis aux intérêts et à la défense du bloc avec pour charge de mettre de l'ordre au Liban.

Les dernières brebis galeuses, la bourgeoisie occidentale et ses médias ne cessent de nous les désigner du doigt comme seuls fauteurs de troubles et de guerres, comme organisateurs d'attentats terroristes et comme responsables de "notre insécurité" :

- en premier lieu, il y a la Libye contre laquelle le bloc US multiplie depuis des mois ses pressions qu'elles soient diplomatiques, économiques et surtout militaires : tout en l'isolant des autres pays arabes et des pays africains et en l'encerclant dans un dispositif militaire renforcé (à l'Est l'Égypte, au Sud le Soudan et en Méditerranée, tout près de ses côtes, la flotte US) le bloc occidental, par son chien de garde français, l'enferme dans le guépier tchadien;

- mais surtout l'Iran qui est, à l'évidence aujourd'hui, l'objectif principal de l'occident.

C'est le bloc qui est responsable au premier chef de cette guerre entre l'Irak et l'Iran qui est la plus barbare et la plus meurtrière que le monde ait connue depuis la seconde guerre mondiale. C'est lui qui l'entretient depuis 5 ans dans le seul but de mettre l'Iran à genoux. Tant que la bourgeoisie iranienne ne se pliera pas aux diktats du bloc occidental, ce pays le paiera de plus en plus cher en morts et en destruction.

Tous les discours de paix, les conférences de Genève et autres sommets Reagan-Gorbatchev ne sont que d'ignobles mensonges. La bourgeoisie mondiale, aujourd'hui, est incapable de donner une quelconque réponse à la crise de son système, elle ne peut résoudre ses antagonismes que par la guerre. La classe ouvrière des grandes métropoles n'a donc aucune illusion à se faire sur les intentions pacifistes des uns et des autres, d'autant que c'est elle qui paie déjà par plus de sueur et de misère les efforts d'armement et la course folle dans laquelle la classe dominante entraîne l'humanité.

A QUI PROFITE LE TERRORISME?

■ L'actualité en France au début février a été marquée par une série d'attentats -trois en trois jours- dans certains quartiers les plus fréquentés de Paris: la galerie marchande des Champs-Élysées, la librairie Gibert-Jeune (qui en a profité cyniquement pour licencier 81 salariés sans préavis ni indemnités) et à la FNAC au centre de Paris.

Comme pour les attentats du Printemps et des Galeries Lafayette, juste avant Noël, les supputations des médias sur leurs auteurs portaient tous azimuts : terroristes islamiques, iraniens, libanais, Action Directe, etc...

Nous ne rentrerons pas dans cette problématique qui n'est que fumée : quels que soient les auteurs des attentats, ceux-ci sont des actes de terreur, des actes stériles de meurtriers qui ne peuvent que servir les intérêts de la bourgeoisie. Il n'y a qu'à voir d'ailleurs la publicité qu'elle en fait par le truchement de sa presse.

A de nombreuses reprises, nous avons déjà dénoncé le terrorisme et son pendant, l'anti-terrorisme, comme des armes de la bourgeoisie. La seule raison au développement des campagnes anti-terroristes se trouve dans la justification de certains aspects de la politique de l'Etat et principalement en ce moment la politique militaire du bloc US où la France tient un rôle de premier plan, et les mesures anti-ouvrières de quadrillage et de répression.

Ainsi, les derniers attentats de février permettent au gouvernement PS de rentrer directement dans le sillon de la propagande US vis à vis de la Libye et de l'Iran. Début janvier, les attentats à Rome et Vienne contre des bureaux d'El Al servaient de prétexte aux USA pour intensifier leur propagande et leur pression militaire sur la Libye et ceux de février permettent à la France de prendre le relais sur le terrain, par Tchad interposé, au nom de traités entre "pays amis" (!), de la défense de la paix, contre l'affreux Khadafi.

Mais non seulement cela, ils permettent aussi de relancer la propagande contre l'Iran et ses tueurs islamiques. En effet, la grande rafle du 12 février, suite aux attentats, touchait principalement le milieu iranien et libanais. Déjà, fin 82, les attentats de Beyrouth, au plus fort de l'intervention US, française, italienne et anglaise, avaient permis de justifier la destruction par les mirages français du camp de Baalbek, "foyer de terroristes iraniens".

L'autre volet de la propagande se situe en France : justifier, en créant une psychose de peur, une présence policière accrue. La présence de policiers à tous les carrefours, par dizaines, voire par centaines dans certains quartiers de Paris, parle en elle-même : de jour et de nuit, il n'est plus possible de faire deux pas sans rencontrer de flic. Il ne s'agit certainement pas là de défendre les malheureux citoyens gâtés par l'hydre du terrorisme. Voilà 5 ans que la gauche (PCF compris) ne cesse d'augmenter, de renforcer les effectifs policiers, et les attentats n'ont, eux, pas diminué. Il s'agit de permettre un quadrillage toujours plus large de la population et surtout de la classe ouvrière, dont les combats à venir vont se faire plus âpres et plus déterminés. La bourgeoisie en France s'y prépare et la gauche prépare aujourd'hui le terrain à la répression de demain. La même rafle du 12 février l'a montré également : simultanément dans 9 villes de France, la police arrêtait 64 personnes. Le message est clair : "Voilà ce qu'on peut faire, que personne ne bouge!"

Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, déclarait le lendemain de l'attentat de la FNAC : "Les terroristes veulent inquiéter l'opinion publique et ils y parviennent, mais ils espèrent aussi inquiéter le gouvernement et cela, ils n'y parviendront pas." Rien n'est plus juste. L'Etat n'a rien à craindre du terrorisme, bien au contraire, il s'en sert pour défendre ses intérêts, les intérêts de la bourgeoisie, contre la classe ouvrière dont, par contre, il a tout à craindre.

P.P.R.

...LA FRANCE Y PARTICIPE

■ Pendant des années, Mitterrand et le PS nous ont batinés avec leurs grands principes pacifistes et même depuis qu'ils sont à la tête de l'Etat, ils osent nous faire croire que ceux-ci sont les soubassements de "leur" politique extérieure :

- l'envoi du contingent français au Liban pour participer au "nettoyage" de Beyrouth il y a trois ans c'était parait-il pour la paix (le PCF participait au gouvernement);

- l'opération Manta au Tchad, c'était encore pour la paix (le PCF était encore là);

- le soutien massif de l'Irak en armement, c'est toujours pour la paix.

Aujourd'hui, en pleine campagne électorale, pendant que les socialistes essaient de sauver les meubles en ayant le front de tirer un bilan positif de leur politique tant du point de vue intérieur qu'extérieur, l'armée française est encore une fois à pied-d'œuvre au Tchad.

La bourgeoisie depuis des semaines nous avait préparés à cette idée (cf article sur le terrorisme).

N'était-il donc pas normal, voire légitime, de donner une leçon à Khadafi? Et depuis le début des hostilités, n'est-ce pas lui qui est présenté comme l'agresseur, capable des coups les plus bas et les plus sournois, alors que le gouvernement français a toujours eu une attitude de "dialogue" bienveillant avec lui?

Depuis l'opération Manta et même bien avant, le bloc occidental, par France interposée, n'a eu d'autre politique que d'accentuer sa pression sur la Libye afin de la mater, de la soumettre à ses ordres et de la mettre au service de ses intérêts.

Aujourd'hui l'armée française ne revient pas au Tchad, elle n'a jamais quitté le pays et sa région : le dispositif militaire mis en place pour l'opération Manta n'a non seulement pas été retiré, comme la bourgeoisie voulait le faire croire, mais au contraire renforcé, et rapproché.

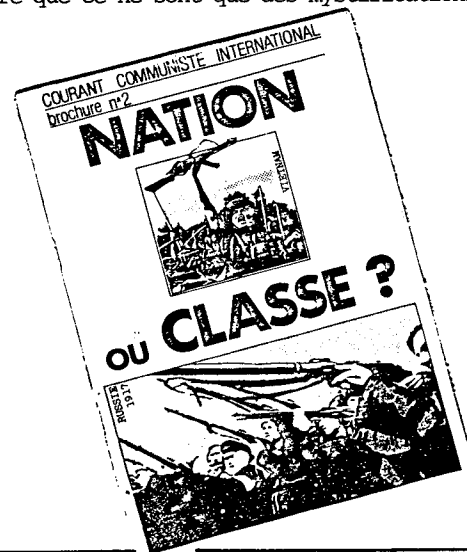
L'armée française ne vole pas au secours des tchadiens, elle défend les intérêts du bloc occidental et participe à son offensive générale : les derniers

bombardements français à Ouadi Doum, ainsi que toutes les opérations menées se font sous la surveillance permanente des avions AWACS américains stationnés au Soudan. L'armée française n'est pas là pour desserrer l'étau libyen autour du Tchad, mais pour resserrer encore un peu plus l'étau militaire et diplomatique que le bloc a mis en place autour de Khadafi : la Libye est non seulement isolée et mise à l'index par l'OUA qui a approuvé l'intervention française, mais au Tchad même elle ne peut s'appuyer que sur Goukouni Oueddei depuis que les fractions "sudistes", hier hostiles au gouvernement tchadien, ont rejoint Hissène Habré.

Il ne faut pas se faire d'illusion! La France et le bloc occidental ne vont pas en rester là : la pression va s'accroître contre la Libye comme contre l'Iran -et nous n'allons pas vers une diminution des tensions guerrières, mais vers leur augmentation.

Mitterrand, comme l'ensemble de la bourgeoisie, peut étaler ses intentions pacifistes, la réalité montre que ce ne sont que des mystifications.

J.E.



Haïti-Philippines UNE MASCARADE DE DEMOCRATIE POUR MAINTENIR L'ORDRE

■ Marcos de plus en plus contesté aux Philippines, Duvalier chassé de Haïti :

Ce n'est certes pas sous un vent d'humanisme, ni pour céder à la pression populaire que deux dictateurs ont été ce dernier mois désavoués par toutes les puissances occidentales qui les ont mis en place, soutenus, entretenus. C'est au contraire pour contenir une révolte qui les "préoccupe" non pas à cause, bien sûr, de la répression féroce qui s'abattait sur les émeutiers, ni de la situation de misère inhumaine qui gangrène ces pays, mais bien à cause de leurs intérêts stratégiques, militaires, économiques.

Tant qu'ils faisaient l'affaire pour maintenir l'ordre social, un équilibre qui permette le jeu des grandes puissances, il importait peu à tous ceux qui aujourd'hui font assaut d'"esprit démocratique" que ce fut au prix d'une poigne de fer. Les USA qui ont encore aujourd'hui le cynisme d'invoquer des "grands sentiments", n'avaient pas hésité, il y a quelques années, à Saint-Domingue, qui se partage l'île avec Haïti, à envoyer leurs marines pour rétablir l'ordre social.

La préoccupation réelle des états-majors de l'Occident, c'est de ne pas laisser s'installer une situation incontrôlable. Ils ont tiré les leçons de l'Iran : n'ayant pas pu se débarrasser assez tôt du Shah ils l'ont payé d'une déstabilisation du pays à tous points de vue, économique, militaire, social, qui ont réduit à néant une des armées les plus puissantes du monde et rendu inutilisables les bases américaines.

Aux Philippines particulièrement, il n'était pas question de laisser s'installer une telle situation, dans une des principales bases stratégiques des USA dans le Pacifique, non loin des régions "chaudes" de l'Asie du Sud-Est, où le concurrent russe est toujours présent.

C'est pour cela que les USA ont directement organisé la parodie des élections aux Philippines, entretenant un suspense destiné à les rendre plus crédibles pendant qu'ils déterminaient la nouvelle clique à mettre à la place.

Ces "démocraties" n'hésiteront pas, pas plus que n'ont hésité celles que les USA ont placées en Amérique Latine, à appliquer une répression féroce si les mouvements de révolte deviennent trop dangereux. Mais elles déploieront plus d'artifices pour les faire taire et les soumettre au joug, en évitant des affrontements trop massifs et en jouant sur le sentiment "anti-impérialiste", "anti-yankee" pour raviver la fibre nationaliste encore vivace (en particulier parmi les couches paysannes) surtout sous l'angle de la nécessité de "faire des efforts pour s'en sortir tous ensemble contre les méchants américains."

Dans de nombreux pays du monde déjà, des masses de gens ont cru que des "élections directes" comme au Brésil, la "démocratie" comme en Argentine, soulageraient leur sort. Mais la misère est chaque jour plus forte, et c'est toujours l'armée que les ouvriers, comme les sans-travail de ces pays, ont trouvé en face quand ils défendaient leur vie.

H.G.

Le 3.10.1985,
Salut

J'ai effectué la diffusion à Strasbourg le 24.09. J'ai laissé un numéro du journal dans le train et un dans la salle d'attente de la gare de Montbéliard bien en vue au cas où cela pourrait intéresser quelqu'un.

Petites remarques critiques :

- je vous trouve trop intellectuels, bien que votre "intellectualisme" soit le fait du peu de développement de la conscience du prolétariat et que vous êtes relativement à la classe des exceptions et isolés. C'est peut-être aussi et surtout le reflet de mon inactivité. On ne reconnaît dans l'autre que ses propres limites.

Parfois je me laisse aller au découragement en songeant que les grands théoriciens de la révolution communiste sont issus de la bourgeoisie (Marx, Engels, Luxembourg, Lénine) ; comme si la conscience venait du dehors. Mais l'anti-intellectualisme n'aboutit qu'à la révolte pure (à l'anarchisme en somme).

Par moments, aussi, je me dis que la grande masse des gens devra toujours être dirigée (ce qui est rejoindre les conceptions léninistes, que d'un autre côté je désapprouve et rejette) ; il est tellement facile de se laisser diriger, de rester passif. En d'autres moments je suis plus optimiste.

Toutes ces tendances sont le résultat de l'éducation quotidienne, qu'il est nécessaire de surmonter et éliminer.

Il ne faut pas idolâtrer et renvoyer dans l'au-delà l'activité cérébrale au profit de la seule activité physique (le travail), car c'est tomber dans l'ouvriérisme des PC. Il est essentiel de créer et répandre la science communiste et de se détacher de la simple perception et intuition pour avoir une lucidité du mouvement communiste.

Je continuerai donc à vous soutenir car vous êtes le plus lucide des groupes révolutionnaires et que la révolution est indispensable pour parvenir à la société communiste.

Voilà pour mes états d'âme.

- j'ai lu le livre "La contre-révolution bureaucratique" (10/18) (1) et votre analyse du numéro 13 de la Revue Internationale (2), qui éclairent mon ignorance des événements de 1917 et de leurs causes, qui me faisait rejeter l'idée d'une révolution prolétarienne en cette année. Mais un point reste obscur ; d'après la page 108, Lénine aurait dit qu'"une telle révolution ne sera certes qu'une révolution bourgeoise éclairée" ; comment pouvez-vous donc défendre la thèse d'une révolution prolétarienne en 1917 si cette affirmation est juste ?

- à propos de R. Luxembourg, Mattick dit que celle-ci manquait de réalisme à l'égard des bolchéviks et de la révolution Russe en général (page 108, "le marxisme, hier, aujourd'hui et demain") : "jusqu'au déclenchement de la 1ère guerre mondiale, Rosa Luxembourg ne comprit pas complètement la véritable nature de la Social-Démocratie" et encore : "Luxembourg s'inclina à contre-cœur devant la politique anti-parlementariste et anti-syndicale".

Allégations et d'autres dans ces pages qui semblent vouloir faire de Rosa Luxembourg une révolutionnaire tendancieusement réformiste. Qu'avancez-vous pour la défendre ?

Saluts.

Notes :

(1) Recueil d'articles des revues conseillistes "Living Marxism" et "New Essays" parues aux USA dans les années 30, notamment signés par Mattick et Pannekoek.

(2) Cf. article : "Octobre 1917 : début de la révolution prolétarienne (2ème partie)". La première partie de cet article est parue dans la Revue Internationale numéro 12.

REUNIONS PUBLIQUES

**sur le thème:
Situation internationale,
contre les manoeuvres de division et de dispersion
la classe ouvrière doit unifier ses luttes**

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 21 mars à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

LILLE :

Réunion publique le 22 mars à 15h30, au 23 rue Gosselet.
Diffusion les 1er et 3ème dimanches du mois, au marché de Wazemmes, de 10h à 11h30.

LYON :

Réunion publique le 21 mars à 21h, à MAJO, impasse Métral, Villeurbanne, métro République.
Permanence le 25 mars à 18h, même adresse.
Vente de la presse au marché de Vaulx en Velin le 9 mars à partir de 11h30.

NANTES :

Réunion publique le 22 mars à 17h, au foyer du travailleur, Boulevard Vincent Gâche (Beaulieu).
Permanence le 14 mars à 20h30 au café de l'Hôtel de Ville (mairie de Chantenay).
Diffusion au marché de la petite Hollande le 2ème samedi du mois à 10h30.

PARIS :

Réunion publique le 15 mars à 17h, au 27, avenue de Choisy, 13ème, métro : Porte de Choisy.
Permanences tous les samedis sauf celui de la réunion publique, de 17h à 19h, même adresse.

ROUEN :

Réunion publique le 22 mars à 16h30 à la Halle aux Toiles.

Cher camarade,

■ En premier lieu nous voulons te remercier tant pour l'aide que tu apportes à la diffusion de notre presse que pour ta lettre elle-même. Ce sont des contributions à notre activité que nous apprécions beaucoup.

Ta lettre soulève trois questions :

- la capacité de la classe ouvrière de faire la révolution ;
- la nature de la révolution de 1917 en Russie ;
- les positions politiques de Rosa Luxembourg.

Sur les deux derniers points nous serons assez brefs dans la mesure où notre Revue Internationale a traité en détail la question de la nature de la révolution de 1917 en Russie et où toute la vie militante de Rosa Luxembourg constitue un bien meilleur plaidoyer pour "sa défense" que ce que nous pourrions écrire.

Concernant la question de la révolution de 1917, tu cites une affirmation contenue dans un article publié en 1936 dans "International Council Correspondence" (qui était le porte parole aux USA du mouvement "conseilliste") suivant laquelle Lénine considérait que la révolution russe ne pouvait être "qu'une révolution bourgeoise éclairée". C'est vrai que, jusqu'en 1917, Lénine n'a pas eu une vision claire de la nature de la révolution qui mûrissait en Russie, ce qui s'exprimait notamment dans la mise en avant du mot d'ordre de "dictature démocratique des ouvriers et des paysans" figurant dans le programme du Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie. Mais au moment de l'insurrection d'Octobre 17 les choses sont claires : c'est bien d'une révolution socialiste qu'il s'agit et nullement d'une "révolution bourgeoise" : "Après avoir achevé, avec l'ensemble de la paysannerie, la révolution démocratique bourgeoise, le prolétariat de Russie est passé définitivement à la révolution socialiste". (La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky). Prétendre le contraire, c'est tout simplement travestir la réalité historique : c'est bien la méthode qui a été employée par le mouvement "conseilliste" afin d'accréditer la thèse (qui en 1917 était celle de Kautsky et des mencheviks et nullement celle de Lénine) suivant laquelle le seul type de Révolution pouvant prendre place en Russie était la révolution bourgeoise.

Il faut remarquer que c'est après coup que le courant "conseilliste" a fait une telle "découverte" puisqu'en 1917 les éléments (comme Pannekoek) qui allaient par la suite constituer ce courant avaient soutenu la révolution en Russie en tant que révolution prolétarienne. C'est le même type de démarche qu'on retrouve dans le livre de Mattick (qui était une des figures de proue du "conseillisme") lorsqu'il examine l'évolution de Rosa Luxembourg. A posteriori, il est facile de se rendre compte qu'un certain nombre des positions prises par Rosa étaient erronées (d'ailleurs, elle a de son vivant corrigé certaines de ses erreurs antérieures). Mais à l'époque où elle avait pris ces positions, bien rares étaient les révolutionnaires qui avaient son niveau de clarté et d'intransigeance. Ainsi Mattick, dans son livre, fait le difficile sur la façon dont Rosa a réfuté les conceptions réformistes de Bernstein à la fin du 19ème siècle : ce qu'il faut affirmer, c'est que "Réforme ou révolution" constitue de loin la meilleure critique du réformisme écrite à cette époque dans le mouvement ouvrier international et que ce texte garde encore aujourd'hui toute sa valeur. De même, il est fort de lire sous la plume de Mattick que : : : "jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale, R.L. ne comprit pas complètement la véritable nature de la social-démocratie".

En réalité, Rosa est la première, dès 1910, à engager le combat, non seulement contre l'opportunisme de la droite de la social-démocratie mais aussi contre le centrisme de Kautsky (qui balançait entre la droite et la gauche) alors qu'elle n'est rejointe dans la polémique qu'ultérieurement par Pannekoek et que Lénine, Trotsky, Liebknecht et Mehring, pourtant figures de proue de la gauche de la 2ème Internationale, prennent à ce moment-là le parti de Kautsky.

TOURS :

Permanence le 15 mars à 17h, au 5-7 rue Niepce, (arrêt Lavoisier) JOUE-LES-TOURS.

TOULOUSE :

Réunion publique le 28 mars à 21h, rendez-vous devant l'entrée de la Cafétéria du géant Casino, au Pont des demoiselles.
Permanences tous les vendredis, sauf celui de la réunion publique à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.
Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux Légumes, place Jeanne d'Arc, et le deuxième dimanche du mois de 11h à 12h30, au marché aux puces, place St Sernin.

SUR LE THEME

"LA CLASSE OUVRIERE N'A RIEN A ATTENDRE DES ELECTIONS, POUR SE DEFENDRE ELLE NE PEUT COMPTER QUE SUR SES LUTTES."

BORDEAUX :

Réunion publique le 15 mars à 17h, au café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo.

MARSEILLE :

Réunion publique le 14 mars à 21h, au 205 rue Ste Cécile.

SOUSCRIPTIONS:

T. (Paris) : 300F.
E. (USA) : 100F.
Total général : 7800F.

Pour conclure sur cette partie là, nous dirons qu'il faut se garder, à l'encontre de ce que font aujourd'hui beaucoup de courants qui se veulent très "radicaux", de "juger" l'histoire du mouvement ouvrier et ses protagonistes, de décerner à ceux-ci des bons et des mauvais points. C'est là une pratique typique des universitaires ; par contre pour les militants communistes l'étude de l'histoire de leur classe, et notamment des erreurs commises par les révolutionnaires du passé, doit leur permettre d'éviter de commettre à l'avenir les mêmes erreurs -tout en sachant très bien d'ailleurs qu'eux mêmes ne pourront éviter d'en commettre d'autres, aussi lucides qu'ils soient.

D'une certaine façon, il y a un lien entre tes remarques concernant Rosa Luxembourg et celles sur la capacité de la classe ouvrière de faire la révolution. On y trouve une certaine déception : déception envers les erreurs des révolutionnaires du passé et déception envers le niveau actuel de la conscience dans la classe qui explique le peu d'impact des révolutionnaires au sein de celle-ci. En fait, tu as raison de considérer que cette déception est : "peut-être et surtout le reflet de (ton) inactivité." L'expérience de notre organisation, notamment depuis le début de la 3ème vague des luttes ouvrières (après celles de 1968-1974 et 1978-1980) au milieu de 83, montre l'impact croissant que les idées révolutionnaires tendent à avoir dans la classe ouvrière : notre journal (à plusieurs reprises) a rendu compte d'interventions de notre organisation qui ont rencontré un réel écho parmi un nombre non négligeable d'ouvriers. C'est vrai que, si on compare l'influence qu'ont aujourd'hui les révolutionnaires dans leur classe avec celle qu'ils avaient au tournant des 19 et 20èmes siècles ou encore au début des années 20, on ne peut qu'être frappé de la faiblesse actuelle de cette influence. Mais si on compare la situation présente à celle qui existait au cours des années 30 -où pourtant la classe ouvrière était plongée par la crise dans des conditions de vie intenable- on est obligé de constater qu'aujourd'hui l'impact des révolutionnaires et de leurs idées est incomparablement plus important.

(suite p.8)

PUBLICATIONS

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
B.P. 1134; BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE.

INTERNATIONALISM
PO Box 20193 London Terrace Station
NEW YORK- N.Y. 10011 . USA.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 PARIS cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE.

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE.

WELT REVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

-Les syndicats contre la classe ouvrière (10f + 3f pour frais d'envoi)
-Nation ou classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
-Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10f + 3f pour frais d'envoi)
-Organisations communistes et conscience de classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
-La décadence du capitalisme (10f + 6f pour envoi).
-Le trotskysme, recueil d'articles (10f + 3f). épuisé.
-Sur la Pologne, recueil d'articles (10f + 3f pour envoi)
-L'Etat dans la période de transition (20f + 6f)
-Plate-forme et manifeste du CCI (10f + 3f pour envoi).
-La Gauche Communiste d'Italie (30f + 12f pour envoi).

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal+revue internationale)
FRANCE: 150f. ETRANGER: 150f ETRANGER : 150f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)
FRANCE: 90f ETRANGER: 90f ETRANGER: 110f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (revue internationale)
FRANCE: 65f ETRANGER: 65f. ETRANGER : 80f.
par avion

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES NMPP
Imprimerie G.Tautin, 4 passage Dieu, Paris 20ème
Directeur de publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267.

tirage moyen : 2000 exemplaires
Vente moyenne : 500 exemplaires

CRISE DU "PETROLE" OU FAILLITE GENERALE DU CAPITALISME ?

■ En quelques semaines, les prix du pétrole viennent de chuter de moitié. Voilà la mystification utilisée par la bourgeoisie en 73 et 79 pour justifier l'austérité - la hausse des prix du pétrole - qui est aujourd'hui balayée par la réalité.

A part Thatcher, qui s'est empressée de déclarer "à cause de cette baisse, je ne pourrai pas tenir mes engagements", vu que la Grande-Bretagne exporte du pétrole, et qui continue à invoquer la "crise du pétrole" pour justifier les licenciements et les baisses de salaires, les autres puissances du monde occidental viennent de perdre là une possibilité d'entretenir le mensonge sur les racines de cette crise qui n'a rien de passager, de "conjoncturel".

La baisse des prix du pétrole, tout comme, indirectement, sa hausse dans les années 70 sont en fait le signe d'une surproduction qui rend de plus en plus impossible de vendre. et entraîne toujours plus d'en-

74-81 : LES "CHOC PETROLIERS" : UN ALIBI POUR LA CRISE DU CAPITAL.

La fin de l'année 73 verra le prix du pétrole presque multiplié par quatre ; le prix du brut en Arabie Saoudite, premier exportateur mondial du pétrole, passera de 2,7 dollars le baril en 1973 à 9,8 dollars en 1974 : ce sera le premier "choc pétrolier". Cinq ans plus tard, ce même baril de pétrole brut passera de 19 dollars en 79 à 29 dollars en 1980 pour finalement atteindre 32,5 dollars en 1981 : ce sera le "deuxième choc pétrolier".

Péripéties du commerce dans la mesure où rien n'est plus normal dans le système capitaliste que de vendre au meilleur prix, qu'il s'agisse de pétrole, de toute matière première ou de produits manufacturés, ces hausses seront alors présentées au monde industrialisé par les "experts" de l'économie bourgeoise comme la suprême explication de tous les maux de l'économie mondiale du moment : la "crise du pétrole" deviendra l'alibi et le prétexte avec lequel la bourgeoisie justifiera fermetures d'usines licenciements et baisses du pouvoir d'achat pour les travailleurs. A cette époque sera même évoqué le plus sérieux danger du monde le risque d'une pénurie pure et simple de cette énergie pour l'Europe... à l'horizon des années 80!

La polarisation extrême d'abord sur la responsabilité de l'OPEP et des pays producteurs cachera cependant assez mal une réalité plus méconnue à savoir que ce sont en fait nombre de matériaux de base qui seront sujets durant cette période à des hausses spectaculaires (cuivre, plomb, étain...)

Aujourd'hui, en ce début 86, changement total de décor : les prix du pétrole s'effondrent, pour se négocier aux environs de 15 dollars le baril, soit une baisse de "l'or noir" de près de 50% en l'espace de quelques semaines, alors qu'en 1984, son prix se situait encore aux alentours de 29 dollars le baril.

Phénomène isolé sur une matière particulière? Loin s'en faut! Durant l'année 85, à part quelques exceptions conjoncturelles sur le sucre, la laine ou le

café, c'est l'ensemble des matières premières dont les cours ont plongé : à la fin du 3ème trimestre 85 elles ont en moyenne accusé une chute de 35% par rapport à la moyenne des cours de 1980.

L'argument des économies d'énergie à propos du pétrole ne justifie donc nullement à lui seul cette tendance générale qui prend aujourd'hui de telles proportions.

SPECULATION, PUIS EFFONDREMENT DES PRIX, PRODUIT DE L'AIGUISEMENT DE LA CRISE.

Dans les années 70, face aux difficultés grandissantes connues par les économies nationales pour écouler et vendre les biens produits sur un marché mondial de plus en plus encombré, nombre de capitaux se sont réfugiés dans la spéculation, faisant monter les prix de la plupart des matières premières qui devinrent des "valeurs refuges".

L'effondrement actuel des cours des matières premières est le signe de la même difficulté de base qui avait conduit à leur hausse : une baisse de plus en plus importante de la demande mondiale qui tend aujourd'hui à s'aggraver de manière inexorable. La surproduction généralisée actuelle, que ce soit pour les matières premières, les denrées alimentaires ou les produits manufacturés, conduit inévitablement à des baisses générales des prix sur un marché mondial où il est de plus en plus difficile de vendre et de trouver des acheteurs qui puissent payer.

Réalité de toutes les nations du monde, elle est encore accentuée pour ces pays criblés de dettes généralement forts exportateurs de matières premières qui sont acculés à accroître leurs productions respectives pour tenter de maintenir leurs revenus, ne serait-ce que pour importer le plus souvent denrées alimentaires et produits de haute technologie indispensables à leur survie économique et militaire. Etranglés par l'endettement, il leur faut "exporter à tout prix". Un exemple parmi de multiples autres est celui du Mexique, quatrième producteur mondial de pétrole qui, sur la base du cours actuel du baril, voit ses recettes pétrolières chuter de près de 6 milliards de dollars alors que le simple service de sa dette représentera plus de 11 milliards de dollars en 86... dont près des deux-tiers sont destinés à des instituts de crédit américains.

De la même manière le Chili, pour tenter de compenser la chute du cours du cuivre (passé de 1,5 dollars en 1980 à 62 cents aujourd'hui) a dû accroître parallèlement sa production de près de 80%!

En tant qu'expression d'un phénomène de crise, la hausse, puis la chute des matières premières n'est pas nouvelle (1). La différence, c'est qu'aujourd'hui cette augmentation de la production ne trouvera pas - contrairement au moment où le capitalisme était en expansion et développait des marchés toujours plus larges - de débouchés. La différence, c'est qu'aujourd'hui, contrairement au 19ème siècle, ce sont TOUS les secteurs en même temps qui sont

atteints du même mal.

L'ECONOMIE MONDIALE A UN NOUVEAU TOURNANT.

Le révélateur constitué par la chute des prix du pétrole n'intervient pas à n'importe quel moment, mais à un moment où la reprise américaine commence à s'essouffler celle là même qui avait permis, au prix de fantastiques déficits budgétaires, de ralentir la récession mondiale. Le Japon, mais aussi des économies européennes comme la RFA et même, dans une moindre mesure des pays comme la France ou la Grande-Bretagne, ont profité de ce ballon d'oxygène que constituait la forte demande intérieure américaine et de la faible compétitivité des produits "made in USA", trop chers. Seul ce ballon d'oxygène a permis à un pays comme la France de décaler en 1985 pour la première fois depuis vingt cinq ans un excédent commercial avec les USA... mais n'a en rien empêché la disparition pure et simple de 12000 emplois industriels, compensée en partie seulement dans le tertiaire. Avec la baisse actuelle du dollar, c'est à un renversement complet de situation que nous allons assister : non seulement les produits US, moins chers, vont rentrer en concurrence avec les produits européens, mais les USA commencent à limiter leurs importations de produits japonais et européens. Au niveau réel de la production, ce que signifie la nouvelle politique américaine, c'est que les USA ont atteint un point limite dans leur financement artificiel de la reprise et qu'ils ne peuvent plus empêcher de nouvelles faillites en cascade.

Ainsi, les grandes déclarations de nos gouvernants sur le "mieux-être économique" lié à la baisse du prix du pétrole ne sont que fanfaronnades conjoncturelles (même si la plupart des Etats occidentaux en profitent pour renflouer leurs caisses en taxant davantage le pétrole à l'importation : ce n'est pas à la pompe que le pétrole a baissé de moitié). Car il est clair que moins les pays exportateurs de matières premières auront les moyens d'acheter des produits manufacturés, moins les pays industriels exporteront, et plus nombreuses seront les faillites.

S'il est clair aujourd'hui que les "vérités" d'hier de la bourgeoisie pour expliquer la crise sont démenties crument, il doit être encore plus clair que la seule perspective que le capitalisme mondial peut offrir à l'ensemble de l'humanité, c'est toujours plus de misère et ce malgré toutes les tentatives menées par la bourgeoisie mondiale, au travers de ses structures internationales, pour accompagner au mieux sa crise.

Le seul frein véritable à cette logique infernale de surproduction-paupérisation ne peut être autre chose que la lutte ouvrière internationale contre la dégradation de ses conditions de vie.

F.B.

NOTES :

(1) Lors des crises de 1825, 1836 et 1867 : baisse du coton. Lors des crises de 1847 et 1857 : baisse du blé. En 1873, 1900 et 1912 sur l'acier et la fonte. En 1907 sur le cuivre. En 1929 sur presque tous les métaux.

- Le lecteur pourra se reporter à la *Revue Internationale* pour l'appréciation d'"où en est la crise" et particulièrement à l'article paru dans la *Revue Internationale* n°19 : "La crise du pétrole".

Courrier des lecteurs

(suite de la p.7)

Si on prend le cas de la France par exemple, le contraste est frappant entre ces ouvriers embrigadés par le Front populaire derrière le drapeau tricolore et la mystification anti-fasciste en vue de la 2ème guerre mondiale et ceux qui aujourd'hui se détournent de plus en plus du PS, du PC et des syndicats. Tout autant frappante est la différence entre l'isolement des quelques groupes révolutionnaires existant dans les années 30, dont la lutte contre ces mystifications rencontrait non seulement l'indifférence mais souvent une violente hostilité de la part des ouvriers et l'écho que peuvent rencontrer nos interventions dénonçant l'activité et la nature bourgeoises des partis de gauche et des syndicats.

Ce qui apparaît dans ta lettre, c'est un manque de confiance dans la capacité de la classe ouvrière de

réaliser la révolution, d'être à la hauteur de la tâche que l'histoire lui assigne. Nous ne prétendons nullement que la révolution soit sûre à 100% : nous ne sommes pas des charlatans et notre rôle n'est pas de consoler les ouvriers. Nous avons toujours dit que le chemin qui mène à la révolution est long, difficile et semé d'embûches. Cependant nous n'avons aucune raison de douter des capacités de la classe ouvrière. Et ce n'est pas le relativement faible niveau de conscience qui existe encore en son sein qui peut nous conduire à une autre analyse. Il faut garder en mémoire ce qui s'est passé par exemple au cours de l'année 1905 en Russie où c'est le même prolétariat, qui en janvier suivait avec des icônes le pape Gapone (qui était un provocateur de la police) pour supplier le tsar d'adoucir sa misère, qui quelques mois plus tard créait de lui-même les premiers Conseils ouvriers et qui réalisait la première tentative révolutionnaire.

tionnaire de l'époque moderne qui devait servir de "répétition générale" à la révolution d'octobre 1917. D'ailleurs au cours de cette période, son degré d'initiative et sa volonté révolutionnaire fut tel que Lénine fût conduit à rejeter ses conceptions de 1902 (Que Faire ?) sur la conscience révolutionnaire venant de l'extérieur de la classe.

Non camarade, l'heure n'est pas au pessimisme la classe ouvrière est loin d'avoir dit son dernier mot, le potentiel de combativité et de prise de conscience qui se développent en son sein, parfois de façon souterraine, sont immenses. L'activité que mènent les révolutionnaires n'est pas vaine : elle prépare de façon effective les conditions du plein épanouissement de cette combativité et de cette conscience vers l'issue révolutionnaire.

Salutations communistes.

Pour RI, F.M.

Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.